

13, allée François Mitterrand
BP 13633
49100 ANGERS Cedex 01
Tél. : +33 (0) 2 41 96 21 06

Web : <http://www.univ-angers.fr/granem>

La littératie financière : disparités et effets sur les comportements économiques

Ayéle Géoffroy Ologou
GRANEM, Université d'Angers

mars 2026

Document de travail du GRANEM n° 2026-02-069

La littératie financière : disparités et effets sur les comportements économiques

Ayéle Géoffroy Ologou

Document de travail du GRANEM n° 2026-02-069

mars 2026

Classification JEL : G53, D14

Mots-clés : littératie financière ; éducation financière ; comportements économiques; accumulation de richesse ; inégalités économiques.

Keywords: financial literacy; financial education; economic behavior; household portfolio allocation; economic inequality.

Résumé : Dans un contexte de responsabilisation croissante des individus dans la gestion de leurs finances personnelles, la littératie financière s'impose comme une compétence essentielle. À partir d'une revue de la littérature théorique et empirique, ce travail analyse les fondements de la littératie financière, son niveau à l'échelle internationale et ses effets sur les comportements économiques. La littérature met en évidence un niveau globalement faible de compétences financières, y compris dans les pays développés, ainsi que d'importantes disparités socio-démographiques selon le genre, l'âge, le niveau d'éducation et le statut socio-économique. Ces écarts contribuent à la persistance des inégalités économiques et patrimoniales. Les travaux existants montrent par ailleurs qu'une meilleure littératie financière est associée à une gestion plus efficace des finances personnelles, à une participation accrue aux marchés financiers et à une plus grande résilience face aux chocs économiques.

Abstract: In a context of increasing individual responsibility for personal financial management, financial literacy has become an essential skill. Drawing on a review of the theoretical and empirical literature, this paper examines the foundations of financial literacy, its level across countries, and its effects on economic behavior. The literature highlights generally low levels of financial literacy worldwide, including in developed economies, as well as significant socio-demographic disparities related to gender, age, education, and socio-economic status. These gaps contribute to the persistence of economic and wealth inequalities. Existing studies further show that higher financial literacy is associated with better financial management, greater participation in financial markets, and increased resilience to economic shocks.

Ayéle Géoffroy Ologou

GRANEM, Université d'Angers

ayelegeoffroy.ologou@univ-angers.fr

Ce programme de recherche bénéficie du soutien financier de l'Université d'Angers, la Région Pays de la Loire et l'Observatoire de l'Épargne Européenne (OEE)

1. Introduction

Depuis plusieurs décennies, les individus sont appelés à jouer un rôle de plus en plus actif dans la gestion de leurs finances personnelles. Cette évolution s'explique par plusieurs transformations majeures dont la transition des systèmes de retraite à prestations définies vers des régimes à cotisations définies, et l'augmentation de l'espérance de vie des populations. Dès lors, les citoyens doivent prendre des décisions individuelles éclairées concernant leur épargne, leur endettement et leurs investissements dans un environnement incertain et parfois opaque. La responsabilité de la gestion financière repose désormais davantage sur les individus. Plus que jamais, et comme le résume Lusardi, « *people are the chief financial officers of their own lives* ». En outre, cette responsabilisation accrue des individus dans la planification et leur sécurité financière intervient dans un contexte de prolifération et de complexité croissante des produits financiers marqué par l'essor des innovations technologiques.

Dans ce contexte, la littératie financière, entendue comme la capacité à comprendre et à utiliser des notions financières de base, apparaît comme une compétence essentielle. Elle permettrait non seulement d'améliorer la gestion individuelle des ressources économiques, mais aussi de renforcer la résilience face aux chocs financiers, d'accumuler du patrimoine et de contribuer à la réduction des inégalités. Ainsi, la littératie financière serait devenue une compétence clé pour vivre et prospérer dans l'économie moderne. Comme le souligne Lusardi (2015), « de la même manière qu'il était impossible de contribuer à une société industrialisée et d'y prospérer sans posséder les bases de la lecture et de l'écriture, il est désormais impossible de s'orienter avec succès dans le monde d'aujourd'hui sans une bonne littératie financière. La littératie financière est véritablement une compétence essentielle du XXI^e siècle »

Bien que l'idée de sensibiliser les individus aux outils de l'épargne ne soit pas récente, le concept moderne de littératie financière s'est véritablement structuré au début des années 2000 dans la recherche économique. C'est également à cette période que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), un acteur désormais majeur de l'éducation financière à l'international, a lancé son programme d'éducation financière visant à renforcer les compétences financières des ménages. Depuis, la littérature, majoritairement empirique, s'est largement développée (Arrondel et al., 2020).

Les travaux dans ce domaine couvrent aujourd'hui un large éventail de thématiques, allant de l'évaluation des connaissances financières de base à l'analyse de leurs impacts sur les comportements économiques tels que l'épargne, l'endettement, les choix d'investissement, ou

encore la planification de la retraite. Les approches mobilisées sont tout aussi diverses : elles combinent analyses descriptives, économétriques, et études comparatives internationales. Cette diversité méthodologique et thématique témoigne de la richesse croissante du champ et de l'intérêt renouvelé des chercheurs, mais aussi des institutions publiques et financières, pour les enjeux liés à la culture financière.

Ce travail s'inscrit dans cette dynamique et vise à approfondir l'analyse des liens entre niveau de littératie financière et comportements économiques. Alors que la littératie financière est aujourd'hui reconnue comme un déterminant important des comportements économiques, de nombreuses incertitudes demeurent quant à l'ampleur et aux mécanismes de son influence. En mobilisant une littérature empirique abondante et récente, ce travail vise à clarifier ces relations, en mettant en lumière les différences selon les contextes socio-économiques et les groupes de population. Il contribue ainsi à mieux comprendre les leviers d'action possibles pour améliorer les décisions financières individuelles et, plus largement, renforcer la résilience et l'inclusion financière.

En nous appuyant sur les travaux existants, nous explorerons les fondements théoriques de la littératie financière, ses modes d'évaluation, les disparités qui lui sont associées, ainsi que son rôle dans la gestion des finances personnelles, la constitution d'un patrimoine, la résilience financière et le bien-être. Enfin, nous examinerons l'efficacité des programmes d'éducation financière déployés dans divers contextes.

2. Les fondements théoriques de la littérature financière

Modigliani et Brumberg (1954), ainsi que Friedman (1957), ont jeté les bases du modèle du cycle de vie et de l'hypothèse du revenu permanent, deux cadres théoriques majeurs en économie de l'épargne et de la consommation. Ces approches postulent que les individus, cherchant à maximiser leur bien-être sur l'ensemble de leur existence, adoptent une gestion intertemporelle de leurs ressources.

Selon ces modèles, les individus ne consomment pas uniquement en fonction de leurs revenus présents, mais prennent des décisions en anticipant leurs revenus moyens futurs. Ainsi, en période d'activité et de revenus élevés, ils ont tendance à épargner afin de constituer un capital qui leur permettra de maintenir un niveau de consommation stable lors des périodes de baisse de revenus, notamment à la retraite. À l'inverse, en période de revenus faibles, ils puisent dans cette épargne accumulée pour préserver leur niveau de vie.

Cette approche repose sur l'idée que les agents économiques sont rationnels, qu'ils disposent de toute l'information nécessaire pour planifier efficacement leur consommation et leur épargne sur l'ensemble de leur vie. Toutefois, ces hypothèses sont souvent remises en question par les observations empiriques, qui montrent que de nombreux individus sous-épargnent, ne planifient pas suffisamment leur retraite ou prennent des décisions financières influencées par des biais comportementaux (Bernheim, 1998; Carlson et al., 2015; Kahneman & Tversky, 1979; Lusardi & Mitchell, 2011a).

Dans la continuité de cette théorie standard de l'épargnant rationnel, la théorie du portefeuille, développée par Markowitz (1952) et enrichie par les travaux ultérieurs de Sharpe (1964) et Merton (1969), apporte un cadre analytique fondamental à la prise de décision financière. Elle explique comment un individu rationnel alloue son épargne entre différents actifs afin d'optimiser le couple rendement-risque. Selon cette approche, un épargnant averti ne se contente pas de constituer une réserve financière pour la retraite, mais cherche également à investir son capital de manière efficiente en diversifiant ses placements. La diversification permet de réduire le risque total du portefeuille sans nécessairement compromettre les rendements attendus. Les prolongements de cette théorie, notamment le modèle d'évaluation des actifs financiers (MEDAF) suggèrent que les investisseurs devraient allouer leur capital en fonction de leur tolérance au risque et des opportunités de marché.

Cependant, les études empiriques révèlent des écarts significatifs entre ces prévisions théoriques et les comportements réels des individus. Dans les faits, les épargnants ont une faible

participation aux marchés financiers et une diversification insuffisante de leurs portefeuilles (Campbell, 2006; Von Gaudecker, 2011). Les raisons sont entre autres : une forte aversion pour le risque, une méconnaissance des produits financiers, des coûts de participation élevés, et des biais comportementaux (Guiso & Jappelli, 2005; Séjourné, 2006). Ceci limite l'exposition aux marchés financiers des ménages qui concentrent leur patrimoine sur des actifs peu diversifiés comme des produits d'épargne réglementés sans risque mais peu rentables. De plus, le manque de connaissances financières empêche une grande partie de la population de profiter des opportunités d'investissement à long terme, ce qui peut accentuer les inégalités économiques.

Ainsi, bien que les théories économiques traditionnelles offrent un cadre théorique robuste pour analyser les décisions d'épargne et d'investissement, elles doivent être complétées par une approche tenant compte des limites cognitives et comportementales des individus. Cette remise en question a ouvert la voie à la finance comportementale, qui met en évidence les biais psychologiques influençant la prise de décision financière et souligne la nécessité d'une éducation financière adaptée pour aider les individus à optimiser leur gestion patrimoniale.

En effet, ces théories supposent que les individus sont rationnels et qu'ils optimisent leur bien-être en prenant des décisions financières fondées sur toutes les informations disponibles. Ces modèles considèrent que les individus savent naturellement comment répartir leurs ressources entre consommation, épargne et investissement tout au long de leur vie. Ils partent du principe que l'information est disponible et que les individus savent l'exploiter correctement. En d'autres termes, ils supposent implicitement que les individus disposent des informations nécessaires et savent les utiliser de manière rationnelle.

Cependant, la réalité s'éloigne souvent de ces hypothèses idéales. Les lacunes en connaissances financières limitent la capacité des individus à mettre en œuvre des stratégies optimales. Des concepts fondamentaux, tels que les taux d'intérêt composés ou la diversification des risques, restent mal compris par une majorité. De plus, des biais comportementaux (comme la procrastination, l'aversion excessive au risque, l'aversion aux pertes, l'excès de confiance, le comportement grégaire, l'effet de disposition) compliquent davantage les décisions financières (Hastings et al., 2013; Mitchell & Lusardi, 2022)

Des chercheurs comme Lusardi et Mitchell (2009, 2011a) ont ainsi démontré que le manque de littératie financière est un facteur clé expliquant les décisions sous-optimales en matière d'épargne, d'investissement et de préparation à la retraite. C'est dire l'importance de la littératie financière en tant que facteur déterminant du comportement économique.

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) définit la littératie financière ou culture financière comme la « combinaison des connaissances, des savoirs, des compétences, des attitudes et des comportements dans le domaine financier indispensables pour prendre des décisions financières judicieuses et, à terme, parvenir à une situation de bien-être financier ». Elle la distingue de l'expression « éducation financière » qui renvoie plutôt à un processus d'acquisition. Ainsi, l'OCDE définit l'éducation financière comme le « processus par lequel un individu améliore sa connaissance des produits, concepts et risques financiers et acquiert au moyen d'une information, d'un enseignement ou d'un conseil objectif, les compétences et la confiance nécessaires pour : devenir plus sensibles aux risques et opportunités en matière financière ; faire des choix raisonnés, en toute connaissance de cause ; savoir où trouver une assistance financière ; prendre des initiatives efficaces pour améliorer son bien-être financier ».

Dans la littérature, "littératie financière" et "éducation financière" peuvent être utilisées de manière interchangeable et renvoient à la capacité à traiter des informations économiques pour prendre des décisions financières éclairées.

Des auteurs comme Delavande et al. (2008), Jappelli et Padula (2013) et Lusardi et Mitchell (2014) approfondissent la réflexion en modélisant la littératie financière comme une forme de capital humain, au même titre que l'éducation ou la formation professionnelle. Investir dans l'acquisition de compétences financières permet aux individus d'optimiser l'allocation de leurs ressources, d'accéder à des actifs à rendement élevé et de mieux gérer les risques financiers. Inspirée par les modèles du cycle de vie, cette approche considère que les individus prennent des décisions rationnelles quant à leur éducation financière en fonction des coûts d'apprentissage et des bénéfices attendus.

Dans ce cadre, la littératie financière est vue comme un investissement endogène, influençant directement les décisions d'épargne, d'investissement et de gestion des risques. Les individus mieux formés sont plus à même de diversifier leur portefeuille et d'adopter des stratégies financières efficaces. Cependant, les écarts observés entre théorie et réalité montrent que peu d'individus possèdent les compétences nécessaires pour appliquer des plans financiers optimaux, soulignant ainsi l'importance des politiques d'éducation financière.

Cette approche permet de mieux comprendre le rôle de la littératie financière dans la réduction des inégalités économiques et patrimoniales, ainsi que la nécessité d'investir dans l'éducation financière pour favoriser la résilience financière des individus.

3. Evaluation de la littératie financière

Dans la littérature, de nombreuses études se sont penchées sur l'évaluation du niveau de littératie financière, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Plusieurs méthodes de mesure ont été développées à cet effet, parmi lesquelles celle de Lusardi et Mitchell (2008, 2011a, 2014), qui s'est imposée comme une référence mondiale. Les résultats issus de ces évaluations mettent en évidence des disparités significatives non seulement entre les pays, en fonction de leur niveau de développement économique, mais aussi au sein des populations, selon des critères socio-démographiques tels que l'âge, le genre, le niveau d'éducation et la situation financière des individus.

3.1. Mesure de la littératie financière

La littérature propose une diversité de méthodes pour évaluer la littératie financière. La plus largement adoptée est celle développée par Lusardi et Mitchell (2008, 2011a, 2014), fondée sur trois questions clés visant à mesurer les connaissances financières de base. Ces questions portent sur les intérêts composés, l'inflation et la diversification des risques, et constituent ce que l'on appelle le "Big Three". Elles visent à mesurer la compréhension des concepts financiers fondamentaux, en s'appuyant sur quatre principes clés : simplicité, concision, pertinence et capacité à différencier les niveaux de connaissance. Introduite par les auteurs dans le cadre du Health and Retirement Study (HRS) américain en 2004, cette approche s'est imposée comme un standard international pour évaluer la culture financière. Les questions posées sont formulées comme ci-dessous. Les réponses correctes sont indiquées par deux astérisques (**).

1. Prenons l'hypothèse que vous ayez déposé 100 \$ sur un compte épargne ayant un rendement de 2 % par an. Selon vous, au bout de cinq ans, combien détiendrez-vous sur votre compte épargne, si vous n'avez pas touché à votre dépôt initial ?

"Plus de 102 \$"** ; "Moins de 102 \$" ; "Exactement 102 \$" ; "Je ne sais pas" ; "Ne répond pas".

2. Imaginez que le taux d'intérêt auquel est rémunérée votre épargne, placée sur un compte, soit de 1 % et l'inflation de 2 % par an. Selon vous, au bout d'un an, avec l'argent sur ce compte, vous serez en mesure d'acheter ?

"Plus qu'aujourd'hui" ; "Autant qu'aujourd'hui" ; "Moins qu'aujourd'hui"** ; "Je ne sais pas" ; "Ne répond pas"

3. Pensez-vous que l'affirmation suivante est vraie ou fausse ? " Acheter une action d'une seule entreprise offre généralement un rendement plus sûr qu'un fonds commun de placement en actions.

"Vrai" ; "Faux" ; "Je ne sais pas" ; "Ne répond pas"

La première question évalue la numératie, c'est-à-dire la capacité à effectuer un calcul simple portant sur les intérêts composés. La deuxième question porte sur la compréhension de l'inflation, dans le cadre d'une situation financière simple. La troisième question teste les connaissances liées aux actions, aux fonds communs de placement et à la diversification du risque. La bonne réponse à cette question suppose de savoir ce qu'est une action et de comprendre qu'un fonds commun de placement est composé de plusieurs actions, ce qui permet de répartir le risque (Lusardi & Mitchell, 2014).

Dans le cadre de l'enquête National Financial Capability Study (NFCS) de 2009, menée aux Etats-Unis dans le contexte de la crise des subprimes, Lusardi et Mitchell ont introduit deux questions supplémentaires portant sur les connaissances en matière d'évaluation des actifs financiers et des prêts hypothécaires. Associées aux trois questions du "Big Three", ces deux questions composent ce que l'on appelle le "Big Five", un outil d'évaluation plus complète, bien que moins largement diffusé que le précédent (Lusardi & Mitchell, 2023). Elles se présentent comme suit :

4. Si les taux d'intérêt augmentent, que se passe-t-il généralement pour les prix des obligations?

"Ils augmentent" ; "Ils diminuent" ; "Ils restent les mêmes" ; "Il n'y a pas de relation entre les prix des obligations et les taux d'intérêt" ; "Je ne sais pas" ; "Ne répond pas"

5. Un prêt immobilier sur 15 ans nécessite généralement des mensualités plus élevées qu'un prêt sur 30 ans, mais le montant total des intérêts payés au cours du prêt sera inférieur.

"Vrai" ; "Faux" ; "Je ne sais pas" ; "Ne répond pas"

Ainsi, des ajustements ou compléments peuvent être apportés aux trois questions de base en fonction des objectifs spécifiques des études ou des enquêtes. En plus d'être facile à mettre en œuvre et à intégrer dans tout type d'étude ou d'enquête, la méthode du "Big three" présente l'avantage notable de permettre des comparaisons internationales.

Cependant, cette simplicité ne permettrait pas de capturer pleinement la complexité de la littératie financière. Les instruments de mesure comme celui de Lusardi et Mitchell (2008,

2011a, 2014) utilisent un nombre limité de questions et se concentrent principalement sur les connaissances financières et la numératie, négligeant les compétences pratiques nécessaires pour gérer efficacement les ressources financières (Bialowolski et al., 2021).

A travers l'International Network on Financial Education (INFE), une initiative créée en 2008, pour promouvoir la littératie financière à l'échelle mondiale, l'OCDE a développé depuis 2010 un outil de mesure de la littératie financière, qui évalue trois composantes principales : les connaissances financières, les comportements financiers et les attitudes financières. Le questionnaire utilisé pour évaluer la littératie financière ici se compose de 18 questions. Les connaissances financières mesurent la compréhension des concepts économiques de base à travers 7 questions. Les comportements financiers évaluent les pratiques de gestion financière quotidienne à l'aide de 9 questions. Les attitudes financières appréhendent les préférences individuelles en matière de consommation et d'épargne à partir de 2 questions. Les scores de ces trois composantes sont ensuite combinés pour obtenir un score global de littératie financière, qui varie entre 0 et 100 (Atkinson & Messy, 2011; OECD, 2022, 2023).

A côté de cette approche objective qui évalue les connaissances réelles voire les pratiques des répondants, il existe également l'approche subjective qui se basent plutôt sur la confiance des individus en leurs connaissances (Huston, 2010). C'est le cas de la méthode de l'auto-évaluation ou de la littératie financière perçue qui consiste à demander aux individus d'attribuer une note à leur connaissance financière sur une échelle donnée. Elle est souvent considérée biaisée du fait de l'optimisme qui caractérise souvent les enquêtés qui ont tendance à s'attribuer de très bonnes notes. Ainsi, cette approche mesure plutôt la confiance financière des individus plutôt que leur connaissance réelle. Combinée à l'approche objective, elle permet de mesurer l'excès de confiance ou le manque de confiance qui peut caractériser certains individus ou groupes spécifiques de la population.

Cependant, l'absence de définition standard et univoque de la littératie financière et la grande diversité des mesures de celle-ci peuvent compliquer la recherche, conduire à des résultats variés dans la littérature et représenter un obstacle à la comparaison des études (Allgood & Walstad, 2016; Kamakia et al., 2017).

3.2. État des lieux mondial de la littératie financière

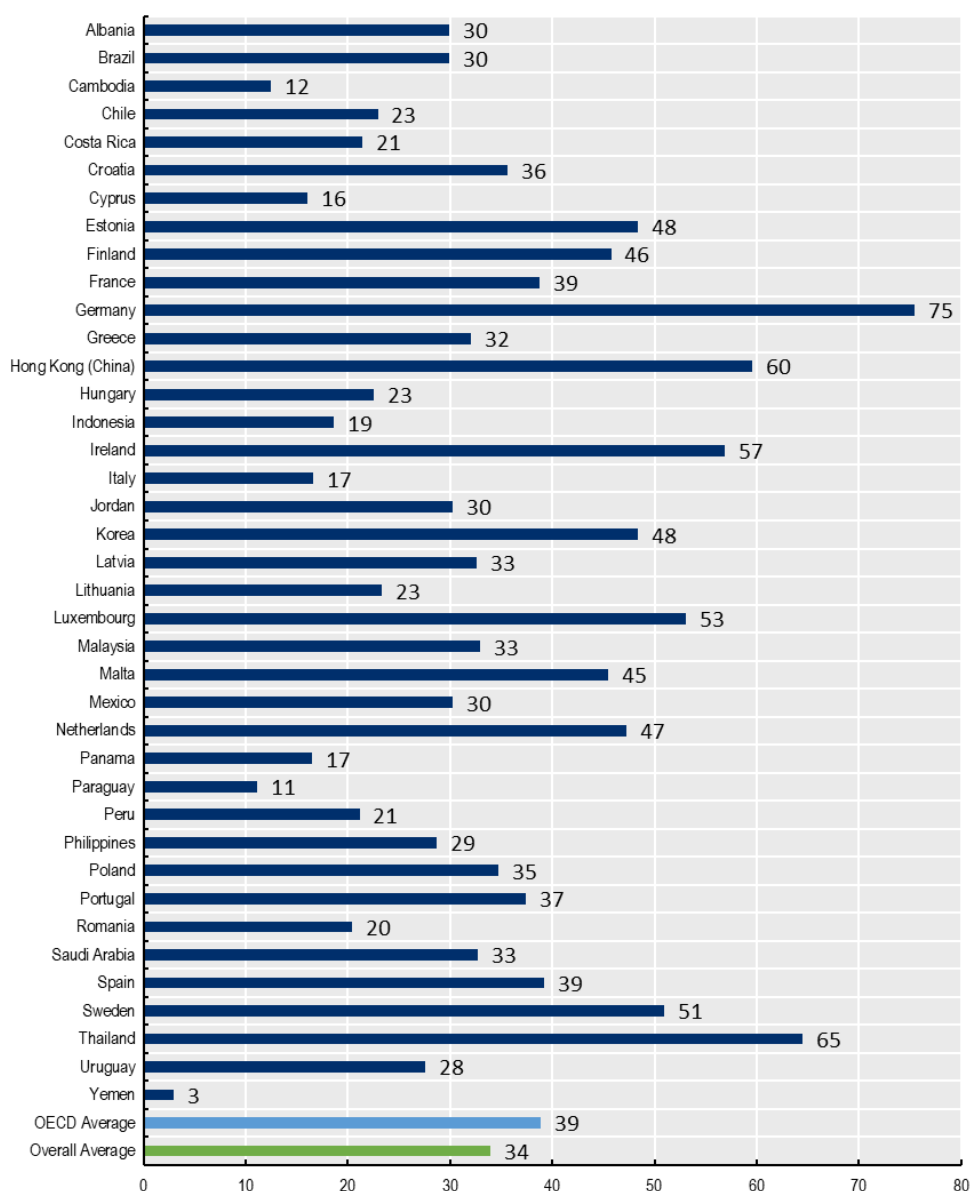
La plupart des études sur la littératie financière s'inscrivent dans un cadre national. Cependant, leur comparaison (Tableau 1) permet de mettre en évidence un niveau global insuffisant à

l'échelle mondiale, malgré des disparités notables entre les pays. Les quelques études internationales sur le sujet confirment largement ce constat.

La troisième enquête internationale sur la culture financière menée en 2022 par l'OCDE/INFE a évalué 39 pays et économies, dont 20 membres de l'OCDE et 8 membres du G20. Les résultats révèlent un score moyen de littératie financière de 60 sur 100 pour l'ensemble des pays participants, avec une moyenne légèrement plus élevée de 63 sur 100 pour les pays membres de l'OCDE. En France, ce score s'établit à 62 sur 100, situant le pays dans la moyenne des nations de l'OCDE.

Toutefois, seuls 34 % des adultes atteignent le score cible de 70 sur 100, un chiffre qui s'élève à 39 % dans les pays de l'OCDE (Figure 1). Ainsi, bien que les pays les plus riches tendent à avoir une meilleure littératie financière, très peu de pays atteignent dans l'ensemble un niveau de littératie satisfaisant. L'étude met également en évidence des disparités significatives selon le niveau d'éducation, le revenu et la situation professionnelle. Les adultes ayant fait des études supérieures, disposant de revenus plus élevés ou occupant un emploi salarié affichent généralement de meilleures compétences financières (OECD, 2023).

Figure 1: Pourcentage atteignant un niveau minimum de littératie financière (70/100 pts)



Source : OCDE (2023)

Si l'étude de INFE de l'OCDE porte essentiellement sur des économies avancées, l'enquête mondiale S&P Global FinLit Survey (2014) est plus complète et plus inclusive. Elle a interrogé plus de 150 000 adultes dans plus de 140 pays, et révèle également des disparités significatives en matière de littératie financière. Seulement un adulte sur trois dans le monde maîtrise les concepts financiers de base, laissant ainsi environ 3,5 milliards d'adultes avec des lacunes importantes (Klapper & Lusardi, 2020).

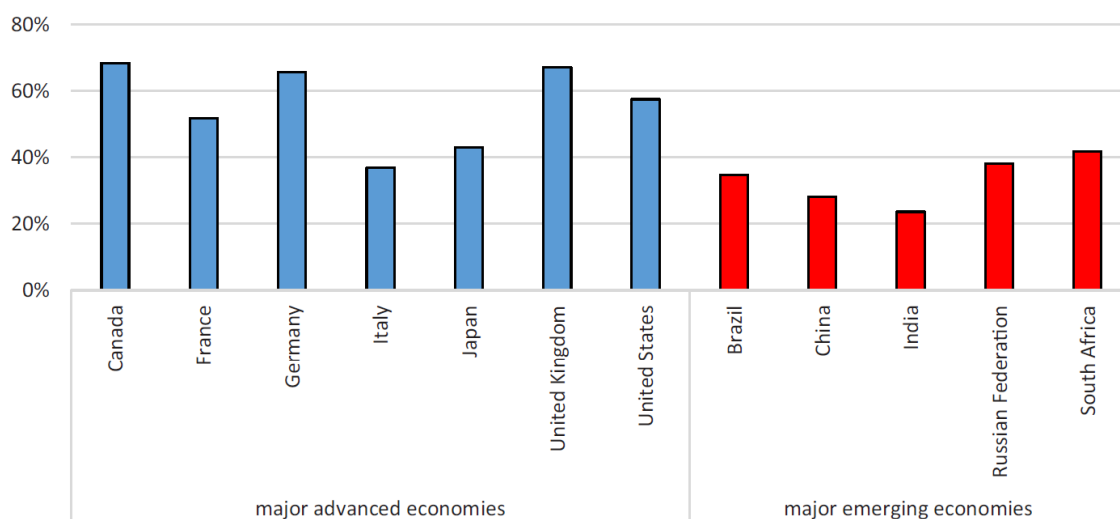
Les questions de mesure de la littératie financière dans cette enquête portaient sur quatre concepts financiers fondamentaux : la diversification des risques, l'inflation, la numératie de

base et les intérêts composés. Parmi ces notions, la diversification des risques est la moins bien comprise, avec seulement 35 % des adultes qui y répondent correctement. En revanche, les concepts d'inflation et de numération sont mieux assimilés, avec environ 50 % de la population mondiale les maîtrisant.

Les résultats de l'étude montrent des niveaux de littératie financière qui varient considérablement selon les régions du monde. Les pays avancés affichent des taux plus élevés : en moyenne 55 % des adultes dans le G7 sont financièrement instruits, avec des variations allant de 37 % en Italie à 68 % au Canada (Figure 2). A l'international ce sont le Danemark, la Norvège et la Suède, qui enregistrent les meilleurs résultats avec 71 % d'adultes financièrement instruits.

À l'inverse, dans les pays émergents et en développement, la littératie financière est nettement plus faible. Dans les pays du BRICS, seuls 28 % des adultes sont financièrement cultivés, avec des taux particulièrement bas en Inde (24 %). La situation est encore plus préoccupante en Asie du Sud, où moins d'un quart des adultes maîtrisent les concepts financiers de base. Certains pays enregistrent des niveaux particulièrement faibles, comme l'Afghanistan et l'Albanie (14 %) ou encore l'Angola (15 %) (Klapper & Lusardi, 2020).

Figure 2 : Littératie financière dans les économies avancées et émergentes



Source: Klapper et Lusardi (2020)

En ce qui concerne l'Union Européenne ce sont les pays du nord qui sont les mieux classés. En effet, les taux les plus élevés se trouvent en Allemagne, au Danemark, aux Pays-Bas et en Suède (65 % ou plus) alors qu'ils sont beaucoup plus faibles dans le sud de l'Europe à savoir en Grèce,

en Espagne en Italie et au Portugal (moins de 50%). Quant à la France, elle affiche le même taux que la moyenne de l'Union Européenne, soit 52% d'adultes ayant des connaissances financières suffisantes.

Ce chiffre est bien supérieur à celui obtenu par Arrondel (2017) en utilisant la méthode des "Big Three" de Lusardi et Mitchell (2008, 2011a, 2014) sur des données française. En effet, il ressort qu'à peine un tiers des individus interrogés sont capables de répondre correctement à l'ensemble des trois questions de base sur la littératie financière. En détail, environ 48 % des personnes interrogées répondent correctement à la question sur les intérêts composés, 61 % sur l'inflation et 67 % sur le risque. L'Association Française de la Gestion financière (AFG) (2025) fait le même constat en utilisant la méthode de la littératie financière perçue dans son étude sur l'éducation financière des Français. Il en résulte que 70 % des Français estiment avoir une connaissance faible ou très faible en matière d'investissement financier.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de quelques études ayant utilisé la méthode du "Big Three" pour mesurer la littératie financière. Il permet de comparer les niveaux de littératie financière entre différents pays. Les résultats révèlent des niveaux de littératie financière globalement faibles, même dans des pays avec des marchés financiers bien développés, et mettent en évidence des lacunes spécifiques, notamment dans la compréhension de la diversification des risques.

Tableau 1: Etude de la littératie financière à travers le monde

Auteurs	Pays	Années des données	Taux d'intérêt %		Inflation %		Diversification des risques %		3 réponses correctes	Au moins un NSP	N
			Correcte	NSP	Correcte	NSP	Correcte	NSP			
Lusardi et Mitchell (2011b)	États-Unis	2009	64,9	13,5	64,3	14,2	51,8	33,7	30,2	42,4	1488
Lusardi et Mitchell (2023)	États-Unis	2019	80,6	3,0	75,5	3,8	60,7	22,2	43,3		5 777
Alessie et al. (2011)	Pays-Bas	2010	84,8	8,9	76,9	13,5	51,9	33,2	44,8	37,6	1665
Bucher-Koenen et Lusardi (2011)	Allemagne	2009	82,4	11,0	78,4	17,0	61,8	32,3	53,2	37,0	1059
Sekita (2011)	Japon	2010	70,5	12,5	58,8	28,6	39,5	56,1	27,0	61,5	5268
Agnew et al. (2013)	Australie	2012	83,1	6,4	69,3	13,0	54,7	37,6	42,7	41,3	1024
Crossan et al. (2011)	Nouvelle-Zélande	2009	86,0	4,0	81,0	5,0	49,0	2,0	24,0	7,0	850
Brown et Graf (2013)	Suisse	2011	79,3	2,8	78,4	4,2	73,5	13,0	50,1	16,9	1500
Fornero et Monticone (2011)	Italie	2007	40,0	28,2	59,3	30,7	52,2	33,7	24,9	44,9	3992
Almenberg et Säve-Söderbergh (2011)	Suède	2010	35,2	15,6	59,5	16,5	68,4	18,4	21,4	34,7	1302
Arrondel et al. (2013)	France	2011	48,0	11,5	61,2	21,3	66,8	14,6	30,9	33,4	3616
Klapper et Panos (2011)	Russie	2009	36,3	32,9	50,8	26,1	12,8	35,4	3,7	53,7	1366
Beckmann (2013)	Roumanie	2011	41,3	34,4	31,8	40,4	14,7	63,5	3,8	75,5	1030
Moure (2016)	Chili	2009	47,4	32,1	17,7	20,9	40,6	N/A	7,7	53,1	14463
Boisclair et al. (2017)	Canada	2012	77,9	8,8	66,18	16,13	59,35	31,29	42,5	37,23	6805
Kalmi et Ruuskanen (2018)	Finlande	2014	58,1	6,1	76,5	6,4	65,8	10,25	35,6	14	1477
Almeida et al. (2024)	Portugal	2024	74,75		56,00		49,67		31,33		600

NSP : ne sais pas. N : taille de l'échantillon étudié

Source : Lusardi (2019) modifié et complété

Les écarts de littératie financière entre les pays peuvent être expliqués par un ensemble de facteurs économiques, éducatifs, institutionnels, culturels et historiques.

En effet, Klapper et Lusardi (2020), en utilisant les données de l'enquête S&P Global FinLit Survey (2014), montrent que dans les pays riches, environ 48 % des écarts de littératie financière s'expliquent par les différences de revenu, tandis que dans les pays pauvres, cette relation est moins significative. Dans ces derniers, ce sont plutôt les politiques gouvernementales et les réglementations en matière de protection des consommateurs qui tendraient à favoriser une meilleure littératie financière. De plus, les expériences historiques peuvent améliorer la compréhension des concepts financiers spécifiques : en Argentine par exemple, malgré un faible taux global de littératie financière (28 %), 65 % des adultes comprennent l'inflation, probablement en raison de l'expérience historique du pays avec l'hyperinflation. A contrario, un pays comme le Japon comprend moins bien l'inflation pour avoir expérimenté longtemps la déflation.

Aussi, les différences culturelles et l'accès aux services financiers formels peuvent-ils jouer un rôle significatif. Les sociétés avec un indice d'évitement de l'incertitude élevé, c'est-à-dire caractérisées par une faible tolérance à l'ambiguïté ou à l'inconnu et une préférence pour des comportements rigides, ont généralement une faible littératie financière. Elles ont particulièrement une compréhension limitée des concepts liés au risque, comme la diversification du risque, en raison probablement d'une exposition réduite à ces notions. Il en est de même de l'accès restreint aux services financiers formels qui peut favoriser une littératie financière limitée (Klapper & Lusardi, 2020). Ces facteurs combinés expliquent pourquoi certaines régions et certains pays présentent des niveaux de littératie financière plus élevés que d'autres.

Des études se sont également intéressées au niveau de littératie financière des plus jeunes dont l'enquête PISA. Elles révèlent un faible niveau de culture financière chez les jeunes dans la plupart des régions du monde (Garg & Singh, 2018). Comme chez les adultes, l'évaluation PISA¹ 2012 révèlent des disparités marquées en matière de littératie financière chez les jeunes

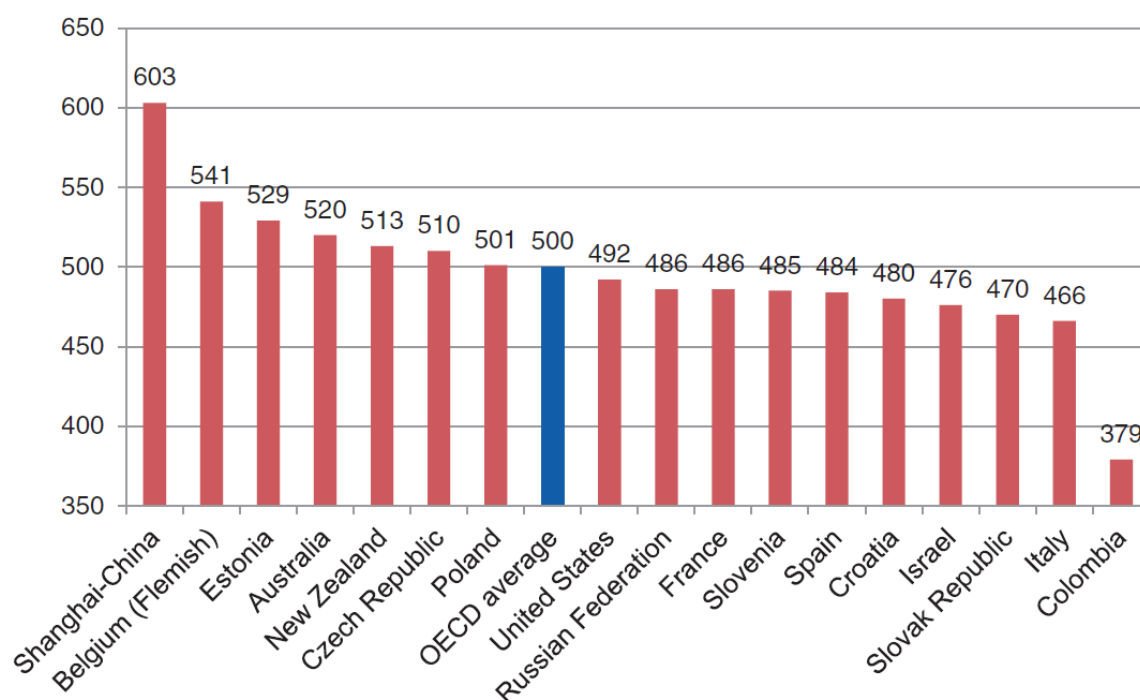
¹ L'enquête PISA (*Programme for International Student Assessment*) est une étude internationale menée par l'OCDE. Depuis sa première édition en 2000, PISA évalue les compétences et les connaissances des élèves de 15 ans dans trois domaines principaux : les mathématiques, la lecture et les sciences. En 2012, PISA a introduit une évaluation optionnelle de la littératie financière, devenant ainsi la première étude internationale à grande échelle à mesurer la littératie financière des jeunes. Elle a couvert 18 pays et économies dont 13 de l'OCDE. Dans l'enquête, la littératie financière est mesurée à partir d'une quarantaine de questions permettant le calcul des scores moyen par pays.

de 15 ans à travers le monde. Shanghai-Chine se distingue avec le score moyen le plus élevé (603 points), tandis que la Colombie affiche le plus bas (379 points) sur 18 pays et économies étudiés (Figure 3). La moyenne des pays de l'OCDE s'établit à 500 points, et certains pays comme la Belgique (Communauté flamande), l'Estonie, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la République tchèque et la Pologne se positionnent nettement au-dessus de cette moyenne. En revanche, des nations comme la Russie, la France, la Slovénie, l'Espagne, la Croatie, Israël, la République slovaque, l'Italie et les Etats-Unis obtiennent des scores inférieurs (Lusardi, 2015).

Avec un score de 486 points, la France se situe sous la moyenne de l'OCDE, révélant des lacunes préoccupantes en matière de littératie financière chez ses jeunes. D'autres pays aussi riches, comme l'Italie et les États-Unis, affichent également des performances modestes, tandis que des nations avec un PIB par habitant plus bas, telles que la République tchèque, l'Estonie et la Pologne, surpassent des économies plus développées. Ces résultats montrent que la prospérité économique d'un pays ne garantit pas nécessairement un bon niveau de littératie financière parmi les jeunes.

D'ailleurs, l'analyse des résultats montre que le PIB par habitant n'explique que 16 % des écarts de scores, soulignant ainsi le rôle important que peuvent jouer d'autres facteurs tels que le système éducatif et les politiques publiques en termes d'éducation financière. Des jeunes et des adultes financièrement instruits ne peuvent donc être le résultat de passivité mais devrait plutôt découler d'une volonté délibérée de former.

Figure 3: Score moyen des élèves en littératie financière par pays



Source : (Lusardi, 2015)

3.3. Disparités socio-démographiques de la littératie financière

Comme le montre les études, le niveau global de littératie financière est faible, mais il est davantage préoccupant pour certains sous-groupes de la population qui présentent d'importantes lacunes en matière de littératie financière. Ainsi dans les pays, les niveaux de littératie varient selon des caractéristiques socio-démographiques telles que l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, le niveau de revenu, le statut professionnel ou encore les origines ethniques et géographiques.

- *Age :*

La littératie financière suit une courbe en cloche soit un profil en " bosse " au cours de la vie : elle est faible chez les jeunes adultes, atteint un pic chez les personnes adultes d'âge moyen, puis décline chez les seniors (Okamoto & Komamura, 2021). Par exemple, Lusardi et Mitchell (2023) observent que les jeunes adultes affichent une très faible littératie financière, avec seulement un tiers capable de répondre correctement aux trois questions de base. Elle atteint cependant son pic chez les personnes âgées de 50 à 59 ans, où environ la moitié répond correctement à toutes les questions. Après cet âge, le niveau de littératie financière diminue. A ce niveau, même si l'effet d'âge, notamment le vieillissement cognitif (Finke et al., 2017) peut

être souvent évoqué pour justifier cette baisse, l'effet de cohorte (notamment les différences générationnelles, ou les expériences) ne peut être définitivement écarté.

Or, aussi bien les plus jeunes que les plus âgés prennent d'importantes décisions nécessitant de très bonnes connaissances financières. Qu'il s'agisse de prêts étudiants, de crédits immobiliers ou de la mise en place d'un plan d'épargne retraite pour les jeunes et jeunes adultes en début de carrière ou qu'il s'agisse de gérer la période de désépargne pendant la retraite pour les séniors. Cette situation est d'autant plus préoccupante que ces deux sous-populations peuvent avoir tendance à être très confiantes dans leurs compétences financières, ce qui peut aggraver les risques de mauvaises décisions et les rendre plus vulnérables aux anarques et fraudes (Finke et al., 2017; OECD, 2024).

- *Genre :*

Des différences notables existent entre hommes et femmes en matière de littératie financière. Des travaux menés, les femmes, quel que soit leur groupe d'âge ou leur région, affichent généralement des niveaux de littératie financière plus faibles que les hommes (Fonseca et al., 2012; Hung et al., 2012; Mitchell & Lusardi, 2015; Okamoto & Komamura, 2021). Les hommes ont généralement une meilleure compréhension des concepts financiers de base que les femmes. Aux Etats-Unis, Lusardi et Mitchell (2023) relèvent seulement 29 % des femmes répondant correctement aux trois questions de base, contre 48 % des hommes. Les femmes sont également plus susceptibles de répondre " ne sait pas " aux questions. De même et comparativement aux hommes, elles ont tendance à sous-estimer leur connaissance par l'auto-évaluation même quand elles récoltent de bons scores en répondant aux questions de base de la littératie financière. Ce qui reflète un déficit de confiance des femmes en leurs connaissances financières. Or, la confiance financière (connaissance financière subjective ou perçue) serait tout aussi importante, voire plus déterminante que la connaissance financière objective (connaissance financière réelle), pour adopter des comportements financiers sains (Allgood & Walstad, 2016; Anderson et al., 2017; Białowolski et al., 2020).

Par ailleurs le partage des rôles dans le ménage où l'homme a davantage la charge de prendre les décisions financières, le familiarisant ainsi aux concepts financiers est également évoqué comme hypothèse pour expliquer l'écart entre hommes et femmes. Cependant les différences persistantes observées entre célibataires ou veufs hommes et femmes limitent la portée de cet argument, même si Broihanne (2022) relève un écart de genre dans la littératie financière subjective plus prononcé en situation de couple que de célibat.

Néanmoins certaines études n’observent pas de différences significatives entre hommes et femmes en termes de littératie financière. C’est le cas d’études en Russie et dans l’est de l’Allemagne qui ne notent point de disparité selon le sexe. Les rôles de genre plus égalitaires, notamment la participation plus égalitaire au marché du travail du fait d’anciens régimes communistes dans ces deux territoires expliqueraient l’absence de différence de compétences financières (Bucher-Koenen et al., 2017). Au contraire, les inégalités de revenu entre hommes et femmes seraient préjudiciables pour la culture financière des femmes (Hung et al., 2012). La participation au marché du travail jouerait donc un rôle important dans l’accès à la connaissance financière.

Cet argument est d’autant plus crédible que les écarts de littératie financière semblent moins systématiques entre jeunes garçons et jeunes filles dans la littérature d’après certains travaux. C’est l’exemple de l’étude PISA 2012 qui n’a relevé aucune différence significative selon le genre chez les jeunes élèves de 15 ans interrogés sauf en Italie (Lusardi, 2015). Bottazzi et Lusardi (2021) expliquent ces différences de genre chez les jeunes en Italie par plusieurs facteurs. Le rôle des parents, notamment des mères travaillant dans la finance, est déterminant pour les filles. L’histoire régionale, en particulier dans les zones au passé commercial médiéval et à structure familiale nucléaire, a favorisé l’évolution du rôle des femmes. L’environnement social et culturel, avec ses stéréotypes de genre, influence aussi l’acquisition des connaissances financières.

A cet effet, Davoli et Rodríguez-Planas (2025) montrent aussi à travers leur étude que l’écart de genre en littératie financière aux États-Unis est fortement influencé par la culture. Les auteurs observent que plus l’écart de genre en littératie financière est faible dans le pays d’origine des individus, plus la compréhension financière des femmes aux États-Unis est élevée par rapport à celle des hommes. Par ailleurs, Bottazzi et Lusardi (2021) trouvent également que les méthodes éducatives et les compétences en mathématiques, souvent nécessaires pour comprendre les concepts financiers jouent un rôle clé.

- *Niveau d’éducation et capacité cognitive*

La littératie financière varie considérablement en fonction du niveau d’éducation (Arrondel, 2017; Lusardi et al., 2010; OECD, 2023; Silinskas et al., 2023). Dans l’étude de Lusardi et Mitchell (2023) aux États-Unis, il ressort que 65 % des personnes ayant un diplôme universitaire ou plus répondent correctement aux trois questions de littératie financière, contre 38 % pour des personnes ayant quelques années d’études universitaires, 29 % pour les lycéens

et seulement 18 % pour les personnes sans diplôme au lycée. Les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé montrent ainsi une meilleure compréhension des concepts financiers de base et avancés. Autrement dit, les capacités cognitives fortement influencées par l'éducation ou l'instruction jouent un rôle important dans l'acquisition des connaissances financières. En outre, le domaine d'études des étudiants ainsi que les matières enseignées affectent les niveaux de littératie financière (Johan et al., 2021). Chen et Volpe (1998) observent que ceux faisant des études de commerce étaient plus financièrement informés que les autres. De même que la capacité à comprendre et manipuler les nombres (la numératie), ainsi qu'une attitude émotionnelle positive envers les mathématiques, sont des éléments essentiels pour développer la littératie financière (Skagerlund et al., 2018). En effet, les compétences mathématiques à un jeune âge sont fortement liées à la littératie financière ultérieure (Jappelli & Padula, 2013).

Cependant, la relation entre la littératie financière et le niveau d'éducation ou la capacité cognitive reste complexe. Bien que les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé tendent à être mieux informées financièrement, l'éducation n'est pas un substitut parfait pour la littératie financière. Les facteurs cognitifs n'expliquent pas entièrement la variance de la littératie financière. En effet, même parmi les personnes les plus éduquées, la littératie financière reste souvent faible. Et après avoir contrôlé les capacités cognitives, il reste souvent une hétérogénéité substantielle dans la littératie financière. Les études montrent que la littératie financière a un effet significatif au-delà de l'éducation. (Lusardi & Mitchell, 2011c, 2014).

Il ne saurait donc être suffisant de se contenter des curricula classiques à l'école pour espérer relever le défi du faible niveau de connaissances financières dans nos pays. Les programmes d'éducation financière, qu'ils soient intégrés aux systèmes éducatifs ou proposés en dehors, constituent un levier clé pour améliorer la littératie financière, indépendamment du niveau d'éducation des individus.

- *Revenu et statut professionnel*

Les conditions socioéconomiques, en l'occurrence le revenu et le statut professionnel sont aussi des variables importantes de la littératie financière. Les travaux de recherches démontrent qu'un revenu plus élevé est généralement associé à des niveaux de littératie financière plus élevés, tandis que les personnes ayant des revenus plus faibles tendent à présenter des niveaux de littératie financière plus limités (Lusardi & Mitchell, 2014).

C'est ce que remarque Klapper et Lusardi (2020) dans les pays émergents, où 31 % des adultes appartenant aux 60 % des ménages les plus riches sont considérés comme financièrement

instruits, contre seulement 23 % parmi les 40 % des ménages les plus pauvres. Des écarts similaires sont observés dans les pays développés, illustrant le lien persistant entre le niveau de revenu et la littératie financière. Cette inégalité s'explique en partie par l'accès différencié aux ressources éducatives et aux conseils financiers, qui sont souvent plus accessibles aux individus issus de milieux économiquement favorisés. Aussi, les ménages avec des niveaux de richesse plus élevés investissent davantage dans l'acquisition de connaissances financières (Monticone, 2010). Ils ont notamment plus d'incitations à investir dans l'acquisition de connaissances financières, car les rendements améliorés s'appliquent à un montant d'actifs plus important : une sorte d'économie d'échelle dans l'investissement en littératie financière (Delavande et al., 2008).

Ce constat est aussi vérifié chez les plus jeunes dont les conditions socio-économiques dans lesquelles ils évoluent jouent un rôle déterminant dans l'acquisition des compétences financières. En effet, Lusardi (2015) montre à partir des données de l'enquête PISA que les élèves issus de milieux favorisés, affichent généralement de meilleures performances en littératie financière. 7 % de ces performances en Estonie à environ 19 % en Nouvelle-Zélande seraient expliquées par le statut socio-économique. La situation socio-économique des élèves leur offre un cadre favorable, avec les ressources et les influences nécessaires (notamment des parents) (Silinskas et al., 2023) pour mieux les sensibiliser aux questions financières. Ces disparités peuvent se maintenir à l'âge adulte et contribuer à l'accroissement des inégalités économiques à long terme.

De même, le statut professionnel constitue également un facteur clé dans la maîtrise des concepts financiers. Les individus actifs sur le marché du travail, en particulier les travailleurs indépendants, présentent une littératie financière plus élevée que ceux qui sont sans emploi (Lusardi & Mitchell, 2011c; Monticone, 2010). Contrairement aux personnes en situation d'emploi, les personnes inactives ou occupant des emplois précaires ont souvent une compréhension financière plus limitée, ce qui peut entraver leur accès aux services financiers et restreindre leur capacité à prendre des décisions économiques éclairées (Xu & Zia, 2012). Cette différence de compétences financières selon le statut d'emploi s'explique par l'apprentissage sur le lieu de travail notamment par les dispositifs de l'épargne salariale, l'expérience professionnelle, les interactions sociales et l'accès éventuel à des programmes de formation en entreprise.

Le secteur d'activité dans lequel les individus sont employés constitue également un facteur déterminant de leur niveau de littératie financière. En particulier, les personnes exerçant dans

le secteur financier tendent à présenter une meilleure maîtrise des connaissances financières (Kadoya & Khan, 2020). Clark et al. (2017a) montrent, à travers leur étude, que les employés du système de la Réserve fédérale américaine affichent un niveau de littératie financière significativement plus élevé que celui de la population générale. Ce résultat s'explique au-delà de leur parcours académique par leur exposition professionnelle fréquente aux concepts financiers, ainsi que par leur familiarité avec les outils et pratiques spécifiques à ce domaine.

Par ailleurs, l'utilisation de services financiers tels que les comptes bancaires, l'épargne formelle et les emprunts structurés, qui peut être favorisée par son niveau de revenu ou son statut professionnel est positivement corrélée à la littératie financière (Klapper & Lusardi, 2020). En effet, les individus qui recourent à ces outils développent à tout le moins une compréhension mécanique des concepts financiers, ce qui renforce leur capacité à gérer leurs finances personnelles et à faire face aux aléas économiques.

- *Environnement familial et socialisation financière*

Plusieurs travaux soulignent l'influence des caractéristiques parentales, notamment le niveau d'éducation et la situation socio-économique sur les compétences financières des enfants. Mahdavi et Horton (2014), en étudiant les déterminants des connaissances financières chez des femmes éduquées, montrent que le niveau d'éducation des parents, et en particulier celui des pères, est positivement associé aux scores de connaissances financières des filles. Ces résultats suggèrent que les parents disposant d'un capital éducatif plus élevé sont davantage en mesure de transmettre des compétences financières à leurs enfants.

Au-delà des caractéristiques socio-économiques, les parents jouent un rôle central en tant qu'agents de socialisation financière. Les travaux de Shim et al. (2010) montrent que l'influence parentale dépasse celle de l'éducation financière dispensée au lycée ou de l'expérience professionnelle précoce. La transmission des compétences financières s'opère à travers l'enseignement direct, les discussions autour des questions financières, mais aussi par l'observation et l'imitation des comportements parentaux. Les jeunes adultes qui considèrent leurs parents comme des modèles financiers adoptent plus fréquemment des attitudes et des comportements financiers responsables.

Cette distinction entre socialisation financière explicite et implicite est également mise en évidence par Silinskis et al. (2023). Ils distinguent une socialisation financière explicite, qui passe par des échanges directs sur le budget, l'épargne ou les décisions de consommation, et une socialisation implicite, fondée sur l'observation et l'imitation des comportements

parentaux. Les auteurs montrent que la fréquence et la qualité des discussions financières au sein du foyer renforcent le sentiment de compétence financière des adolescents et leur confiance dans l'utilisation des services financiers. Par ailleurs, les enfants issus de familles plus éduquées ou plus aisées tendent à présenter des niveaux plus élevés de littératie financière, ce qui reflète l'importance du capital familial dans l'acquisition de ces compétences.

Les travaux de Lusardi et al. (2010) confirment l'existence d'une transmission intergénérationnelle des connaissances financières. Ils montrent notamment que les jeunes dont les parents, et en particulier les mères, disposent d'un niveau d'éducation élevé ou détiennent des actifs financiers tels que des actions ou des produits d'épargne retraite présentent une meilleure compréhension de concepts financiers complexes, comme la diversification des risques.

L'influence parentale ne se limite pas à l'acquisition de connaissances, mais s'étend également aux attitudes et comportements financiers chez les enfants et plus tard à l'âge adulte (Johan et al., 2021). Fan et Chatterjee (2019), montrent que la socialisation financière familiale est associée à des attitudes plus responsables face à l'endettement, à une meilleure gestion financière et à une réduction du stress financier, notamment en matière de prêts étudiants.

Ainsi, en complément de l'éducation financière formelle dispensée à l'école ou sur le lieu de travail, la socialisation financière parentale apparaît comme un levier essentiel, voire comme un point d'entrée précoce déterminant, dans l'acquisition et le développement des connaissances, attitudes et comportements financiers dès le plus jeune âge.

- *Origine ethnique et géographique :*

La littératie financière peut également varier en fonction des origines ethniques, raciales et géographiques. Plusieurs études montrent des écarts marqués entre différents groupes ethniques ou raciaux et entre diverses régions d'un même pays.

C'est notamment le cas aux Etats-Unis où de nombreuses recherches, notamment celles de Lusardi et Mitchell (2023) montrent que les groupes minoritaires affichent généralement des niveaux de littératie financière plus faibles. Les Blancs obtiennent des scores significativement plus élevés aux tests de littératie financière par rapport aux Afro-Américains et aux Hispaniques. Les résultats du "Big Three" révèlent que 50 % des Blancs y répondent correctement, contre 26 % des Afro-Américains et 22 % des Hispaniques. Ces écarts suggèrent une différence d'exposition aux connaissances financières dès le plus jeune âge ainsi qu'un

accès inégal aux ressources éducatives et aux opportunités économiques. En effet, les Afro-Américains et les Hispaniques sont plus susceptibles de grandir dans des ménages à faible revenu et dans des quartiers défavorisés (Angrisani et al., 2021).

Cette tendance ne se limite pas aux États-Unis. Xu et Zia (2012) ont constaté des écarts similaires dans plusieurs pays, où les minorités ethniques ou raciales ont souvent des niveaux de littératie financière plus faibles. Plusieurs facteurs peuvent être en cause : des barrières linguistiques, une moindre familiarité avec le système financier local, voire certaines formes de discrimination structurelle. L'accès limité aux banques et aux services financiers formels freine aussi l'apprentissage des concepts financiers, ce qui peut avoir des répercussions à long terme.

Les écarts de littératie financière vont au-delà des facteurs ethniques, et se manifestent également à travers des différences géographiques. De manière générale, les individus vivant en zones urbaines disposent d'une meilleure littératie financière que ceux résidant en zones rurales (Beckmann, 2013; Lusardi & Mitchell, 2014; Murendo & Mutsonziwa, 2017). Cette différence s'explique par un accès accru et une plus grande exposition des personnes vivant en zones urbaines aux établissements financiers, aux opportunités d'éducation et aux interactions avec des personnes financièrement informées.

Des disparités régionales sont également observées au sein d'un même pays. Par exemple, en Italie, la littératie financière est plus élevée dans les régions du Nord et du Centre par rapport au Sud, où les opportunités économiques et éducatives sont moindres (Lusardi & Mitchell, 2011c).. De même, en Allemagne, des écarts sont visibles entre l'Ouest, plus financièrement instruit, et l'Est, où l'héritage économique post-socialiste semble influencer la compréhension des concepts financiers (Bucher-Koenen & Lusardi, 2011; Xu & Zia, 2012). Il en est de même aux États-Unis avec des États à la littératie financière beaucoup plus faible que d'autres (Lusardi et al., 2011).

Ainsi, ces écarts montrent bien que la littératie financière n'est pas seulement une question individuelle. Elle est aussi largement influencée par l'environnement dans lequel on grandit et évolue.

En résumé, la littératie financière est particulièrement faible chez les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les minorités ethniques, les moins éduqués, les plus modestes, et ceux vivant en zones rurales. Ces différences suggèrent que des mécanismes spécifiques pourraient être nécessaires pour améliorer la littératie financière dans ces sous-groupes. Les politiques

devraient se concentrer sur l'éducation financière des jeunes et des adultes, en particulier à l'école et sur le lieu de travail, pour améliorer la sécurité financière à long terme.

4. Rôle et importance de la littératie financière

Comme développé précédemment, la littératie financière reste globalement faible au sein des populations et particulièrement préoccupante auprès de certaines couches. Pour y remédier, il est essentiel de mobiliser des ressources pour mettre en œuvre des programmes d'éducation financière. Mais engager des efforts à cet effet ne peut être justifié que si la littératie financière joue un rôle important et indéniable au niveau microéconomique voire macroéconomique, et que par ailleurs des programmes d'éducation financière peuvent être mis en œuvre de manière efficace.

4.1. Littératie financière et comportements économiques

4.1.1. Littératie financière et gestion des finances personnelles

La littératie financière a une grande influence sur la gestion des finances personnelles. Les individus ayant une meilleure maîtrise des concepts financiers prennent des décisions plus éclairées sur des sujets comme la gestion du budget, le paiement des dettes, et la gestion des économies. Cela se traduit par des choix financiers plus sains et une réduction des erreurs courantes, telles que les frais bancaires élevés ou le recours à des crédits à taux d'intérêt prohibitif ainsi que les faibles taux d'épargne (Fox et al., 2005; Lusardi & Mitchell, 2014; OECD, 2023).

Dans le cadre de la gestion de leurs finances, les individus moins éduqués et moins financièrement instruits ont tendance à faire des choix basés sur des sources informelles et des recommandations sociales plutôt que sur des analyses approfondies (van Rooij et al., 2011). Par exemple, ils s'appuient davantage sur les recommandations d'employeurs, d'amis et de collègues plutôt que sur l'analyse des coûts pour choisir leur gestionnaire de fonds de pension (Hastings et al., 2011). Ils font moins recours aux conseillers financiers, au contraire des personnes ayant un niveau de littératie financière plus élevé, qui non seulement sont plus susceptibles de consulter un conseiller financier mais sont celles qui reçoivent davantage des conseils pertinents et de qualité du fait de leur meilleure connaissance financière (Debbich, 2015). Pour ce dernier, les conseils financiers ne peuvent se substituer à l'éducation financière. Au contraire, ils y sont complémentaires.

- *L'épargne*

La littératie financière est fortement corrélée avec les décisions d'épargne. Elle constitue un levier déterminant pour encourager l'épargne, tant formelle qu'informelle, en milieu rural comme urbain. C'est ce que montre l'étude de Murendo et Mutsonziwa (2017) qui révèle qu'une augmentation d'un point de l'indice de littératie financière accroît la probabilité d'épargner de 17 %. En effet, les individus ayant une meilleure compréhension des concepts financiers, notamment l'inflation et les taux d'intérêt, sont plus susceptibles d'utiliser plusieurs instruments d'épargne dont les fonds de pension (Beckmann, 2013), d'accumuler des richesses et d'épargner davantage tout au long de leur cycle de vie (Jappelli & Padula, 2013).

Anderson et al. (2017) montrent que les comportements d'épargne, en particulier l'épargne de précaution, sont davantage influencés par les perceptions de la littératie financière que par la littératie réelle elle-même. Bien que les individus ayant un niveau élevé de littératie financière soient plus susceptibles de constituer une épargne de précaution, cet effet diminue fortement (environ de moitié) lorsque l'on prend en compte la manière dont ils perçoivent leurs propres compétences financières. Ainsi, la confiance en ses capacités, même infondée, apparaît comme un déterminant essentiel du comportement d'épargne. L'étude souligne que les personnes qui surestiment leurs connaissances financières ont plus tendance à épargner pour des imprévus et à planifier leur retraite, indépendamment de leur niveau de littératie réelle.

Chez les adolescents, Bottazzi et Lusardi (2021), trouvent une relation différenciée selon le genre entre la littératie financière et les comportements d'épargne. A partir des données de l'enquête PISA en Italie, les auteurs identifient une influence positive de la littératie financière sur les comportements d'épargne chez les filles alors que tel n'est pas le cas chez les garçons bien que ces derniers aient globalement une meilleure littératie financière en Italie.

Les résultats montrent que les filles ont tendance à épargner moins, principalement en raison de contraintes de liquidité, car 70% des filles déclarent ne pas avoir d'argent à épargner. Cependant, lorsque ces contraintes sont prises en compte, la littératie financière apparaît comme un levier important pour les filles : celles qui disposent d'un niveau élevé de connaissances financières ont 18 % plus de chances d'épargner pour faire face à des imprévus. Par ailleurs, une amélioration du niveau de littératie financière, passant du 25^e au 75^e percentile, accroît la probabilité d'épargner de 3 % et celle d'acheter des biens sans s'endetter de 5 %.

En revanche, l'impact de la littératie financière sur l'épargne des garçons est moins évident. Contrairement aux filles, les garçons bénéficiant d'un niveau élevé de littératie financière ne

présentent pas une probabilité significativement élevée d'épargner. Ainsi, bien que la littératie financière soit un facteur influent, son effet sur l'épargne peut varier en fonction du genre et des ressources financières disponibles.

- *L'endettement*

Un aspect clé de la gestion des finances personnelles est la gestion de la dette. La littératie financière permet aux individus d'éviter les dettes coûteuses et de mieux gérer les prêts existants. Les individus ayant une littératie financière élevée, qu'elle soit réelle ou perçue, adoptent généralement de meilleurs comportements en matière de crédit. Ils sont moins enclins à accumuler des frais liés aux cartes de crédit (comme les intérêts ou les retards de paiement) et sont plus rigoureux dans la gestion de leurs prêts et hypothèques, notamment en comparant les offres et en évitant les retards de paiement (Allgood & Walstad, 2016). De même, ils sont moins susceptibles de démontrer un comportement d'emprunt excessif (Sevim et al., 2012).

Par exemple aux Etats-Unis, les personnes financièrement lettrées sont 16,8 points de pourcentage plus susceptibles de ne pas se sentir accablées par leurs dettes. Cette meilleure gestion de l'endettement résulte d'une plus grande capacité à prendre des décisions financières éclairées, évitant ainsi les pièges du surendettement et des charges financières excessives (Hasler et al., 2023). Aussi, Gerardi et al (2010) ont mis en évidence une corrélation entre un faible niveau de littératie financière en particulier la capacité numérique, et le risque de défaut de paiement hypothécaire et de saisie. Les résultats montrent que les emprunteurs avec une meilleure capacité numérique sont moins susceptibles de manquer des paiements hypothécaires ou de subir des saisies, suggérant que les limites en littératie financière ont joué un rôle non négligeable dans l'augmentation des défauts hypothécaires, contribuant ainsi à la crise des subprimes aux États-Unis.

Cependant, la littératie financière est loin d'être le seul facteur impliqué dans le surendettement. C'est ce qui ressort de l'étude de Gathergood (2012) portant sur la relation entre le contrôle de soi, la littératie financière et le surendettement des consommateurs au Royaume-Uni. L'étude montre que les personnes ayant une faible littératie financière sont plus exposées au risque de surendettement, notamment en ce qui concerne les retards de paiement d'un mois. Les individus financièrement instruits ont environ 40 % moins de chances d'accumuler ce type de retard et utilisent moins fréquemment des formes de crédit coûteuses. Toutefois, l'effet de la littératie financière est plus limité que celui du manque de contrôle de soi, qui apparaît comme un facteur déterminant du surendettement. Ainsi, bien que la littératie financière contribue à une meilleure

gestion de la dette, les comportements impulsifs constituent un obstacle majeur à la stabilité financière.

4.1.2. Littératie financière, accumulation de richesse et inégalités économiques

L'accumulation de richesse est fortement influencée par le niveau de littératie financière (Jappelli & Padula, 2013). Selon Behrman et al. (2012), son rôle dans l'accumulation de richesse surpasse même l'effet de la scolarité. Les individus financièrement instruits, capables de comprendre des concepts tels que l'intérêt composé, l'inflation et la diversification des investissements sont plus susceptibles d'adopter des stratégies financières optimales, conduisant à une meilleure accumulation de capital sur le long terme (OECD, 2023). Ils sont notamment plus susceptibles d'investir en bourse et de planifier leur retraite (Van Rooij & Alessie, 2012).

- *La planification de la retraite*

Selon Ameriks et al. (2003) l'accumulation de richesse varie considérablement entre les ménages en raison de différences dans leurs attitudes et compétences en matière de planification financière. Une plus grande propension à planifier est associée à un suivi plus rigoureux des dépenses, ce qui favorise l'épargne et l'accumulation de richesse. Ainsi les non-planificateurs ont tendance à avoir des niveaux de richesse significativement inférieurs à ceux des planificateurs (Lusardi, 2008).

Lusardi et Mitchell (2011b) examinent le lien entre littératie financière, planification de la retraite et accumulation de richesse aux Etats-Unis. Leur étude révèle qu'à peine un tiers des répondants (31 %) ont tenté d'estimer le montant nécessaire pour préparer leur retraite. Parmi eux, seuls 58 % sont parvenus à élaborer un plan, et parmi ces derniers, seulement 38 % ont réussi à le suivre de manière constante. Les individus présentant une meilleure littératie financière apparaissent plus enclins à recourir à des outils formels de planification tels que des calculateurs de retraite, des séminaires spécialisés ou des conseils d'experts financiers plutôt qu'à s'appuyer sur leur entourage familial ou professionnel.

Les résultats montrent également que la littératie financière est fortement et positivement associée à la planification de la retraite : ceux qui maîtrisent les concepts financiers de base sont plus susceptibles de planifier efficacement et de concrétiser leurs objectifs d'épargne. Par ailleurs, la planification est corrélée à une accumulation de richesse significativement plus élevée, les planificateurs amassant en moyenne trois fois plus d'actifs que les non-

planificateurs. Cette relation entre littératie financière, planification et accumulation patrimoniale demeure robuste, même après avoir contrôlé les variables démographiques traditionnelles, soulignant l'influence déterminante de la compétence financière indépendamment du niveau d'éducation ou de revenu initial.

En utilisant l'approche des variables instrumentales pour examiner la relation causale entre la littératie financière et la planification de la retraite, sur des données nationales de plusieurs pays, Lusardi et Mitchell (2011c) observent que la littératie financière influence positivement la planification de la retraite et l'accumulation de richesse. En effet, les résultats indiquent que répondre correctement à une question financière supplémentaire est associé à une probabilité de planification de la retraite plus élevée de 3 à 4 points de pourcentage dans des pays comme l'Allemagne, les États-Unis, le Japon et la Suède. Aux Pays-Bas, cette probabilité augmente de 10 points de pourcentage.

De même pour Arrondel (2017), une meilleure littératie financière est associée à une plus grande capacité à planifier l'avenir financier en France. Les individus capables de répondre correctement aux "Big Three" ont une probabilité de 9 points de plus par rapport à la moyenne d'élaborer un plan pour l'avenir.

Les résultats des travaux de Hasler et al. (2023) indiquent à partir des données américaines de 2021 que les adultes financièrement lettrés sont 12,2 points de pourcentage plus susceptibles d'avoir planifié ou de prévoir de planifier leur retraite. Une meilleure connaissance financière permet ainsi une gestion plus efficace de l'épargne et des investissements en vue de la retraite, contribuant à une plus grande sécurité financière à long terme.

- *La participation aux marchés financiers*

Dans leur étude, van Rooij et al. (2011) révèlent que les individus disposant d'un niveau élevé de littératie financière, en particulier ceux maîtrisant des notions avancées telles que l'inflation, la capitalisation des intérêts, la diversification des risques et le fonctionnement des marchés financiers, sont significativement plus susceptibles de détenir des actions. Selon leurs estimations, une augmentation d'un écart-type de la littératie financière avancée accroît la probabilité de détenir des actions de 8 à 16 points de pourcentage. De plus, les auteurs montrent que cet effet persiste même après avoir contrôlé un ensemble de variables démographiques telles que l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, le revenu et la richesse, ce qui atteste de l'impact indépendant et significatif qu'exerce la littératie financière sur la participation au marché boursier.

Guiso et Jappelli (2005) démontrent dans leur étude qu'un manque de sensibilisation aux actifs financiers constitue un frein majeur à l'investissement en actions, bien que d'autres facteurs puissent également influencer cette participation. Dans un premier temps, ils observent une faible connaissance des produits financiers par les ménages italiens : 35 % des répondants ne connaissent pas les actions, 50 % ne connaissent pas les fonds communs de placement et 70 % ne sont pas informés des comptes d'investissement.

Les estimations des auteurs révèlent que si tous les investisseurs étaient informés de l'existence des actions, la proportion de détenteurs d'actions augmenterait de 5,6 % à 7,5 %. Plus largement, la participation aux marchés financiers (incluant les actions, les fonds communs de placement et les comptes d'investissement) pourrait presque doubler, passant de 12,6 % à 23,1 %. Ainsi, les résultats montrent que l'éducation financière constitue un levier essentiel pour accroître la participation au marché boursier. Toutefois, la simple connaissance des actifs ne suffit pas, certains ne participant pas au marché boursier bien qu'informés. Ce qui suggère l'existence d'autres barrières comme les coûts de transaction, le manque de sophistication financière (littératie financière avancée) ou des niveaux élevés d'aversion pour l'ambiguïté (Séjourné, 2006).

Arrondel (2017) fait le même constat sur des données française : l'éducation financière joue un rôle important dans la détention d'action, bien que son influence soit limitée. En France, la détention d'actions reste faible, avec seulement 30,4 % des ménages investissant dans ce type d'actifs. Dans son étude, la capacité à répondre aux questions du "Big Three" accroît la probabilité de détenir des actions de 7 points, tandis que la lecture de la presse économique l'augmente de 15,3 points et élève la part investie de 9,6 %. De plus, avoir des parents actionnaires accroît cette probabilité de 10,3 points. La détention d'actions dépend également de la tolérance au risque : les ménages les moins averses au risque investissent davantage en actions (+9,6 points) et augmentent leur part investie de 17,6 %.

Il conclut que malgré son importance, la littératie financière n'est pas une panacée. L'aversion aux risques, les anticipations pessimistes sur les marchés boursiers, les conseils financiers inadaptés, la fiscalité et les coûts de transactions sont autant de frein à la participation aux marchés boursiers.

Cependant, l'influence de la littératie financière ne se limite pas à l'information ou à la décision de participation aux marchés financiers. Selon le niveau de connaissance ou de sophistication financière, la constitution du portefeuille d'actifs détenus peut varier et déboucher sur des

rendements différenciés. Les ménages ayant une meilleure littératie financière peuvent obtenir des rendements ajustés au risque plus élevés en utilisant leurs connaissances pour choisir des actifs risqués de manière optimale et diversifiée (Delavande et al., 2008).

Dans leur étude, Clark et al. (2017b) analysent la relation entre le niveau de littératie financière des employés d'une grande institution financière et la performance de leurs investissements dans les plans de retraite à cotisations définies 401(k)² aux Etats-Unis. Les auteurs constatent que les individus disposant d'un niveau élevé de connaissances financières obtiennent des rendements annuels ajustés au risque supérieurs de 130 points de base par rapport à leurs homologues moins instruits financièrement. Toutefois, cette performance accrue s'accompagne d'une légère augmentation de la volatilité de leurs portefeuilles, qui, en revanche, ne présentent pas une meilleure diversification.

L'étude révèle que les employés les plus informés financièrement détiennent une part plus importante de leurs portefeuilles en actions, ce qui contribue à améliorer leurs rendements à long terme. Sur l'ensemble d'une carrière professionnelle de 30 ans, cet avantage de rendement pourrait conduire à une augmentation de près de 25 % de la richesse accumulée pour la retraite par rapport au moins instruits financièrement. Ces résultats suggèrent que la littératie financière influence positivement les choix d'allocation d'actifs, tout en mettant en évidence certaines limites dans la gestion du risque.

- *Les inégalités économiques*

L'étude de Lusardi et Mitchell (2023) utilise des régressions médianes pour estimer les coefficients de la littératie financière sur diverses mesures de richesse. Les résultats indiquent que la littératie financière est fortement associée à une augmentation du patrimoine net, du patrimoine financier, du patrimoine non financier, et du ratio patrimoine/revenu. Par exemple, une réponse correcte supplémentaire sur l'indice de littératie financière est associée à une augmentation de 13 % du patrimoine net médian, de 24 % du patrimoine financier, et de 7 % du patrimoine non financier. De plus, le ratio patrimoine/revenu médian est supérieur de 15 %

² Le plan 401(k) est un régime de retraite par capitalisation très répandu aux États-Unis, introduit en 1978 et nommé d'après la section 401(k) de l'Internal Revenue Code, principal texte du droit fiscal américain. Il s'agit d'un régime à cotisations définies, proposé par les employeurs, dans lequel les salariés peuvent affecter une partie de leur rémunération brute à un compte d'épargne retraite, souvent complété par une contribution de l'employeur. Les fonds peuvent être investis dans divers actifs financiers (actions, obligations, fonds communs de placement, etc.), selon les choix d'allocation de l'employé parmi une sélection prédéfinie, ce qui confère une certaine autonomie d'investissement. Les gains réalisés croissent en franchise d'impôt jusqu'au moment de la retraite. Ce dispositif constitue aujourd'hui l'un des piliers majeurs de l'épargne retraite aux États-Unis.

pour ceux qui ont une meilleure littératie financière. Ces chiffres soulignent l'importance de la littératie financière dans l'accumulation de richesse des individus.

Ainsi, la littératie financière variant d'un individu à un autre constitue un facteur déterminant dans les inégalités de richesse, comme le souligne l'étude de Lusardi et al. (2017). A travers un modèle de cycle de vie stochastique, les auteurs modélisent la connaissance financière comme une variable endogène, similaire à l'investissement en capital humain et évaluent son impact sur les inégalités de richesse.

Selon leurs estimations, 30 à 40 % des inégalités de richesse à la retraite aux États-Unis sont directement attribuables aux différences de littératie financière. Les individus ayant acquis des compétences financières plus élevées sont mieux à même d'optimiser l'allocation de leurs ressources en particulier dans un contexte d'incertitude et d'assurance imparfaite, ce qui leur permet de générer des rendements supérieurs et d'accumuler davantage de richesse au fil du temps. En revanche, certains individus peuvent faire le choix rationnel de ne pas investir dans la littératie financière, en raison des coûts élevés d'acquisition des connaissances (coûts monétaires, coûts en temps, coûts d'opportunité, dépréciation de la connaissance...), ce qui contribue à maintenir et accroître les inégalités économiques.

En résumé, la capacité à comprendre et utiliser des concepts financiers joue un rôle fondamental dans l'évolution des inégalités économiques, justifiant l'importance de politiques visant à améliorer l'éducation financière afin de réduire ces écarts.

4.1.3. Littératie financière, résilience et bien-être financier

En favorisant une meilleure gestion des finances personnelles et l'enrichissement des individus, la littératie financière contribue à la résilience et la sécurité financière ainsi qu'au bien-être des individus. Les individus ayant un niveau élevé de connaissances financières sont mieux préparés à gérer les imprévus économiques, affichent une satisfaction financière plus élevée et sont moins exposés aux fraudes. A contrario, les personnes avec une faible éducation financière, comme les femmes, les jeunes adultes ou les ménages à faible revenu, sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques et à la précarité financière. Elles sont moins capables de gérer efficacement leurs finances, de planifier pour l'avenir ou de se protéger contre les risques financiers, ce qui contribue à creuser les inégalités entre différents groupes sociaux (Angrisani et al., 2023; Lusardi et al., 2021).

D'après l'OCDE (2023), les individus au niveau de littératie financière élevé disposent en moyenne d'un score de résilience supérieur de 12 points, leur permettant de mieux absorber les

chocs économiques. De même, leur bien-être financier est plus élevé, avec un écart de 10 points par rapport à ceux ayant une faible littératie financière. Ils sont également moins préoccupés par leurs dépenses courantes et expriment une plus grande satisfaction vis-à-vis de leur situation financière. Aussi, parmi les victimes d'escroqueries, les deux tiers n'atteignent pas le seuil minimal de littératie financière, indiquant une plus grande vulnérabilité aux pratiques frauduleuses chez les moins instruits financièrement. Une meilleure compréhension des mécanismes financiers permet ainsi de limiter les risques de fraudes et d'adopter des comportements plus prudents.

Dans leur étude portant sur la Russie durant la crise financière de 2008, Klapper et al. (2013) révèlent que les personnes dotées d'une meilleure littératie financière déclarent plus rarement avoir subi un choc négatif de revenu en 2009. Elles rapportent des niveaux de revenus non dépensés plus élevés et sont moins susceptibles de déclarer une baisse des dépenses. L'effet de la littératie financière sur la capacité à conserver une part non consommée du revenu est plus prononcé en période de crise, suggérant que cette compétence joue un rôle protecteur face aux chocs macroéconomiques.

De même, Białowolski et al. (2021) mettent en évidence le rôle déterminant de la littératie financière dans la préservation de la résilience financière, en particulier chez les adultes d'âge moyen et les personnes âgées. Leur étude montre que les individus présentant un niveau élevé de littératie financière ont une probabilité significativement plus faible de connaître une détérioration de leur résilience financière, mesurée notamment par les actifs financiers nets ou les soldes bancaires. Toutefois, les auteurs soulignent un effet asymétrique : si la littératie financière constitue un facteur de protection efficace contre la perte de résilience, elle s'avère en revanche moins efficace pour en favoriser le recouvrement. Ainsi, même les individus financièrement alphabétisés rencontrent des difficultés à regagner une situation financièrement résiliente une fois celle-ci compromise.

Des travaux de Hasler et al. (2023), il ressort qu'une meilleure littératie financière est positivement corrélée à une plus grande résilience face aux chocs financiers. L'étude révèle que les individus ayant un niveau élevé de littératie financière sont 16 points de pourcentage plus susceptibles de pouvoir réunir 2 000 \$ en cas d'urgence dans un délai de 30 jours. Cette capacité à faire face aux imprévus réduit leur vulnérabilité financière et leur dépendance aux sources de financement extérieures, telles que l'endettement ou l'aide familiale.

Par ailleurs, une meilleure maîtrise des concepts financiers permet aux individus de consacrer moins de temps à penser et gérer leurs préoccupations financières. Les adultes américains passeraient en moyenne environ sept heures par semaine à penser et à traiter des problèmes liés à leurs finances personnelles dont plus de trois heures au travail. Les personnes les plus financièrement instruites y passent beaucoup moins de temps avec environ trois heures par semaine, dont une heure au travail contre, environ onze heures par semaine, dont plus de quatre heures au travail, pour les moins lettrés financièrement, ce qui améliore leur bien-être et leur productivité au travail. Les auteurs estiment qu'un programme d'éducation financière bien conçu pourrait économiser 15 \$ par semaine par employé pour une entreprise de 30 employés au salaire minimum, soit 22 500 \$ par an.

Ainsi, en plus d'améliorer le bien-être de l'individu, la littératie financière contribue aux performances des entreprises, notamment par le biais de la productivité des employés. Elle joue également un rôle dans la stabilité macroéconomique, alors qu'il est établi que le manque d'éducation financière des ménages a joué un rôle non négligeable dans la crise financière internationale de 2008.

Si l'importance de la littératie financière pour le bien-être individuel et collectif est largement reconnue, la question de l'efficacité des programmes visant à l'améliorer demeure essentielle. Dans quelle mesure ces initiatives permettent-elles réellement de renforcer les connaissances financières et d'influencer les comportements économiques des individus ?

4.2. Efficacité des programmes d'éducation financière

La prise de conscience croissante de l'importance de la littératie financière ces dernières années, accentuée par la vulnérabilité économique et les crises financières, a conduit à la mise en place de programmes d'éducation financière visant à améliorer les connaissances et compétences des individus. Ces initiatives se sont ainsi multipliées, notamment dans les entreprises et les établissements scolaires, bénéficiant tant aux adultes qu'aux jeunes. De plus en plus d'entreprises organisent des séminaires et des formations en littératie financière à destination de leurs employés, tandis que certains pays l'ont intégrée à leur système éducatif national en tant qu'enseignement obligatoire. C'est le cas du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de plusieurs États américains, où l'éducation financière est désormais inscrite au programme scolaire.

En France, cette initiative s'est concrétisée en 2024 avec l'introduction du programme "Passeport Educfi", destiné aux élèves de la classe de 4^e sur toute l'étendue du territoire national. Ce programme découle de la Stratégie nationale d'éducation économique, budgétaire

et financière (EDUCFI), adoptée en 2016 et mise en œuvre par la Banque de France. Expérimenté dès 2019, il vise à renforcer la culture financière des jeunes Français en leur enseignant la gestion budgétaire, l'épargne, l'utilisation du crédit et la protection contre les arnaques. Il s'agit d'une formation obligatoire de deux heures avec pour support un diaporama mis à la disposition des enseignants, suivie d'un test à l'issue duquel un certificat nominatif est remis aux élèves (Banque de France, 2024).

Toutefois, l'efficacité de ces programmes reste une question ouverte. De nombreuses études se sont penchées sur leur impact, mais les résultats apparaissent contrastés (Hastings et al., 2013). Certaines rapportent un impact limité des programmes d'éducation financière alors que d'autres en attestent l'efficacité.

Les études qui considèrent que les programmes d'éducation financière ne sont pas efficaces soulignent plusieurs points critiques. Par exemple, Mandell et Klein (2009) remettent en cause l'efficacité des programmes d'éducation financière obligatoires instaurés en milieu scolaire dans des Etats américains. Ils démontrent que les élèves ne réussissent pas mieux aux tests de littératie financière même s'ils ont suivi des cours dans des Etats américains où l'éducation financière est obligatoire. Dans certains cas, les élèves auraient même obtenu des résultats encore plus faibles que ceux des Etats sans ces programmes. De plus, Way et Holden (2009) ont révélé que moins d'un cinquième des enseignants se sentent très compétents à enseigner les concepts de finance personnelle, notamment dans des domaines comme la gestion des risques, l'assurance, l'épargne et l'investissement. Cela reflète leur faible préparation perçue, ce qui peut affecter la qualité de l'enseignement. Ces études suggèrent que sans une formation adéquate des enseignants et un contenu de cours bien structuré, les programmes d'éducation financière peuvent ne pas atteindre leurs objectifs.

Fernandes et al. (2014) réalisent une méta-analyse de 201 études issues de 168 publications afin d'évaluer l'impact réel de l'éducation financière sur les comportements financiers. Leurs résultats révèlent l'efficacité limitée de ces interventions. En moyenne, les programmes éducatifs n'expliquent que 0,1 % de la variance observée dans les comportements financiers, un effet encore plus marginal dans les populations à faibles revenus. En outre, les effets bénéfiques des formations décroissent fortement avec le temps : même les interventions intensives perdent leur efficacité après une vingtaine de mois. En relevant des insuffisances méthodologiques tendant à surestimer les effets des programmes, les auteurs plaident ainsi pour un changement d'approche, suggérant que l'éducation financière serait plus efficace si elle était dispensée de manière ciblée, en lien direct avec une prise de décision imminente. En

complément, ils recommandent d'envisager des outils comportementaux tels que les nudges ou les systèmes de recommandation, qui pourraient offrir une alternative plus efficace aux modèles d'éducation actuels.

Quant à Willis (2008), il trouve que les programmes d'éducation financière n'ont pas montré de preuves convaincantes d'amélioration des compétences financières malgré les efforts consentis et les coûts associés notamment en temps et en argent. Mieux, il considère, que l'éducation financière n'est pas une solution efficace aux problèmes de finance personnelle. L'accent mis sur celle-ci selon lui, détourne plutôt l'attention des problèmes systémiques et des régulations nécessaires pour protéger les consommateurs. Il dénonce l'approche de l'éducation financière qui tend à rendre les consommateurs responsables de leurs difficultés financières pendant que les pouvoirs publics ont échoué à faire des réformes substantielles pour protéger les consommateurs.

Pour Johan et al (2021), bien que l'éducation financière améliore les connaissances financières, il est moins efficace pour modifier les attitudes et comportements. De même Carpena et al (2019) trouvent que l'éducation financière seule n'est pas suffisante pour transformer les comportements financiers. Cependant, lorsqu'elle est complétée par des interventions personnalisées et motivantes, elle peut avoir un impact significatif sur les résultats financiers.

S'il est vrai que des insuffisances dans la mise en œuvre de ces programmes entravent leur efficacité, des auteurs remettent en causes certaines méthodes d'évaluation d'impact utilisées pour évaluer ces programmes aboutissant à des résultats non robustes voire biaisés (Collins & O'Rourke, 2010). Les critiques sont que les méthodes sont non randomisées et qu'elles évaluent parfois des objectifs en total décalage avec ceux assignés auxdits programmes à leur initiative.

Contrairement à Mandell et Klein (2009), Bernheim et al. (2001) trouvent que les obligations d'éducation financière en milieu scolaire ont des effets positifs durables sur les comportements financiers des lycées aux Etats-Unis. Elles ont particulièrement permis à ces derniers d'améliorer leurs comportements d'épargne et d'accumulation de richesse à long terme en ayant des taux d'épargne plus élevés et une richesse nette accrue au cours de leur vie adulte.

Kaiser et al. (2022) réalisent une méta-analyse approfondie de la littérature consacrée aux effets causaux des programmes d'éducation financière, en s'appuyant sur 76 expériences randomisées impliquant plus de 160 000 individus. L'analyse repose principalement sur des modèles à effets fixes et à effets aléatoires, permettant de prendre en compte l'hétérogénéité des études incluses.

Les résultats mettent en évidence que les programmes d'éducation financière produisent des effets positifs significatifs tant sur les connaissances financières que sur les comportements économiques des participants. L'ampleur de ces effets est économiquement substantielle, comparable à celle observée dans d'autres interventions éducatives et trois fois supérieure à l'effet moyen rapporté dans les études antérieures. Pour Kaiser et al. (2022), ces conclusions restent robustes, indépendamment du modèle économétrique utilisé. Elles sont confirmées même en restreignant l'échantillon aux articles publiés dans les revues économiques les plus influentes, en ne considérant que les études disposant d'une puissance statistique adéquate ou en ajustant les estimations pour corriger un éventuel biais de sélection des publications.

De même, Lusardi et al. (2020) soulignent que les évaluations de ces programmes manquent souvent de rigueur méthodologique, en raison de l'absence de tests contrôlés randomisés et de la sélection endogène des participants. Ainsi, un cadre théorique est nécessaire pour mieux comprendre les véritables effets de ces initiatives sur le comportement financier des individus.

Les simulations de Lusardi et al. (2020) basées sur un modèle de cycle de vie stochastique montrent que l'efficacité des programmes sur le lieu de travail varie selon l'âge et les caractéristiques des participants. Ils sont particulièrement bénéfiques lorsqu'ils sont proposés autour de l'âge de 40 ans, période correspondant aux années de pic d'épargne. De plus, les programmes qui incluent un suivi pour maintenir les connaissances acquises génèrent des effets durables, contrairement aux programmes ponctuels dont l'impact tend à s'estomper rapidement. L'influence des coûts et des bénéfices perçus sur la participation est également déterminante : les individus plus instruits et à revenus élevés sont plus enclins à y prendre part, ce qui peut introduire un biais dans l'évaluation de leur efficacité. En outre, les résultats montrent que les programmes d'éducation financière bien conçus peuvent accroître l'épargne à la retraite de près de 10 %, renforçant ainsi la résilience financière des individus.

A travers une méta-analyse portant sur 126 études d'évaluation, Kaiser et Menkhoff (2017) mettent en évidence une hétérogénéité importante dans l'efficacité des programmes d'éducation financière, en fonction des modalités pédagogiques, des contextes socio-économiques et des profils des bénéficiaires. Il ressort que les formations en milieu scolaire apparaissent plus efficaces pour améliorer la littératie financière que les dispositifs non scolaires. En termes de comportements financiers, ceux liés à l'épargne et à la gestion budgétaire sont plus aisément influençables que ceux relatifs à l'endettement.

Par ailleurs, l'efficacité des programmes est sensiblement plus élevée dans les pays à revenu élevé que dans les économies en développement. Les populations à faible revenu bénéficient globalement moins des interventions, tant en matière de connaissance que de transformation des comportements. Enfin, Kaiser et Menkhoff (2017) soulignent que l'intensité des programmes et le moment de leur mise en œuvre constituent des déterminants clés de leur efficacité. Des interventions plus soutenues, proposées à des moments opportuns (lorsque les participants sont susceptibles d'appliquer immédiatement les compétences acquises), produisent des effets significativement plus marqués.

Ainsi, l'efficacité des programmes d'éducation financière repose sur plusieurs éléments : un ciblage optimal des participants en fonction de caractéristiques socio-démographiques et des besoins associés (Clark, 2023; Hung et al., 2012; Lusardi & Mitchell, 2007), des enseignements consistants, un suivi à long terme, de même que des formateurs compétents et une évaluation méthodologiquement rigoureuse (Hastings et al., 2013). Les enseignements doivent tenir compte des environnements numériques en constante évolution et des défis qu'ils posent notamment en terme de risques pour les individus (Koskelainen et al., 2023). Il est aussi essentiel de réduire les coûts d'acquisition des connaissances et d'assurer leur maintien dans le temps, afin de garantir des effets positifs durables sur la richesse et la sécurité financière des individus.

Par ailleurs, pour maximiser l'impact des programmes, certains outils de vulgarisation pourraient être privilégiés. C'est ce qui ressort des travaux de Lusardi et al. (2014) qui en analysant l'efficacité de différents programmes éducatifs en ligne évaluent quatre formats pédagogiques : une brochure informative, un outil visuel interactif, une narration écrite et une narration vidéo. Les résultats indiquent que les vidéos constituent le format le plus efficace, améliorant significativement les scores de littératie financière et renforçant la confiance en la connaissance financière.

5. Conclusion

Dans un contexte où les individus sont de plus en plus responsabilisés dans la gestion de leurs finances personnelles, ce travail avait pour objectif d'examiner, à travers la littérature existante, les liens entre le niveau de littératie financière et les comportements économiques. Il s'agissait de mieux comprendre dans quelle mesure et par quels mécanismes les compétences financières influencent les décisions d'épargne, d'endettement, d'investissement ou encore de planification. À cette fin, le travail a d'abord posé les fondements théoriques de la littératie financière, présenté l'état des lieux de la littératie financière puis analysé les effets observés sur les comportements économiques individuels.

La littératie financière renvoie à la capacité à traiter et comprendre les informations économiques afin de prendre des décisions financières éclairées. Elle est mesurée par une large diversité de méthodes qui peut parfois compliquer la recherche et compromettre la comparaison des résultats. Elles peuvent cependant être regroupées en deux types : la méthode objective qui évalue la capacité à travers des tests et la méthode subjective qui évalue plutôt la perception. Les résultats empiriques issus de ces enquêtes révèlent un niveau globalement faible de littératie financière à travers le monde, y compris dans les pays à revenu élevé. En outre, d'importantes disparités socio-démographiques sont observées : les femmes, les jeunes, les plus âgés, les personnes peu éduquées ou issues de milieux socio-économiques défavorisés tendent à présenter des scores plus faibles. Ces écarts soulignent la dimension structurelle des inégalités en matière de compétences financières.

S'agissant de l'impact de la littératie financière sur les comportements économiques, la littérature met en évidence une corrélation robuste entre niveau de littératie financière et qualité des décisions financières. Les individus ayant de meilleures connaissances financières gèrent plus efficacement leur budget, épargnent davantage, ont moins recours au crédit coûteux, et planifient plus souvent leur retraite. Ils présentent également une plus grande résilience face aux chocs économiques et une probabilité plus élevée de participer aux marchés financiers et d'accumuler du patrimoine. Toutefois, certains travaux rappellent que cette relation peut être partiellement influencée par d'autres facteurs, tels que les traits cognitifs ou les préférences individuelles. La participation aux marchés financiers des individus peut par exemple être très sensible à leur niveau d'aversion au risque.

Face à ce constat, de nombreux programmes d'éducation financière ont été développés à travers le monde, visant à renforcer les compétences financières dès le plus jeune âge ou à différents

moments de la vie. L'éducation financière est principalement promue à l'école et sur le lieu de travail et peut être complétée par les conseils financiers et l'auto-apprentissage. Toutefois, l'efficacité desdits programmes restent contrastés. Si certaines interventions ciblées montrent des effets positifs, notamment lorsqu'elles sont intégrées dans des contextes concrets (milieu scolaire, entreprises), d'autres ont des effets limités, en particulier lorsque les programmes sont génériques ou trop ponctuels. Cela pose la question de la conception, de l'adaptation et de la durée de ces initiatives et de leur évaluation, ainsi que de leur articulation avec des mesures structurelles plus larges favorisant l'inclusion financière. En plus de promouvoir l'éducation financière à l'école et sur le lieu de travail, il s'agirait pour les pouvoirs publics de mettre également l'accent sur la réglementation des marchés financiers pour plus de transparence en faveur du consommateur.

6. Références bibliographiques

- Agnew, J., Bateman, H., & Thorp, S. J. (2013). Financial literacy and retirement planning in Australia. *Numeracy*. <https://opus.lib.uts.edu.au/handle/10453/27697>
- Alessie, R., Van Rooij, M., & Lusardi, A. (2011). Financial literacy and retirement preparation in the Netherlands. *Journal of Pension Economics and Finance*, 10(4), 527-545. <https://doi.org/10.1017/S1474747211000461>
- Allgood, S., & Walstad, W. B. (2016). The Effects of Perceived and Actual Financial Literacy on Financial Behaviors. *Economic Inquiry*, 54(1), 675-697. <https://doi.org/10.1111/ecin.12255>
- Almeida, L., Chanoca, J., & Tavares, F. (2024). Financial Literacy : A Case Study for Portugal. *Journal of Risk and Financial Management*, 17(5), 215.
- Almenberg, J., & Säve-Söderbergh, J. (2011). Financial literacy and retirement planning in Sweden. *Journal of Pension Economics & Finance*, 10(4), 585-598. <https://doi.org/10.1017/S1474747211000497>
- Ameriks, J., Caplin, A., & Leahy, J. (2003). Wealth accumulation and the propensity to plan. *The Quarterly Journal of Economics*, 118(3), 1007-1047.
- Anderson, A., Baker, F., & Robinson, D. T. (2017). Precautionary savings, retirement planning and misperceptions of financial literacy. *Journal of Financial Economics*, 126(2), 383-398. <https://doi.org/10.1016/j.jfineco.2017.07.008>
- Angrisani, M., Barrera, S., Blanco, L. R., & Contreras, S. (2021). The racial/ethnic gap in financial literacy in the population and by income. *Contemporary Economic Policy*, 39(3), 524-536. <https://doi.org/10.1111/coep.12507>
- Angrisani, M., Burke, J., Lusardi, A., & Mottola, G. (2023). The evolution of financial literacy over time and its predictive power for financial outcomes : Evidence from longitudinal data. *Journal of Pension Economics & Finance*, 22(4), 640-657.
- Arrondel, L. (2017). Éducation financière et comportements patrimoniaux : Mauvaise éducation et zéro de conduite? *Revue d'économie financière*, 3, 253-270.
- Arrondel, L., Deblich, M., & Savignac, F. (2013). Financial Literacy and Financial Planning in France. *Numeracy*, 6(2), Article-8.
- Arrondel, L., Haupt, M., Mancebón, M. J., Nicolini, G., Wälti, M., & Wiersma, J. (2020). *Financial Literacy in Western Europe*. <https://shs.hal.science/halshs-03243830/>
- Association Française de la Gestion financière (AFG). (2025). *Pour mieux investir, les Français veulent en savoir plus*. <https://www.afg.asso.fr/fr/pour-mieux-investir-elabe-pour-afg/>

- Atkinson, A., & Messy, F.-A. (2011). Assessing financial literacy in 12 countries: An OECD/INFE international pilot exercise. *Journal of Pension Economics & Finance*, 10(4), 657-665.
- Banque de France. (2024). *La stratégie nationale d'éducation économique, budgétaire et financière (EDUCFI)*. <https://www.banque-france.fr/fr/la-strategie-nationale-deducation-economique-budgetaire-et-financiere-educfi>
- Beckmann, E. (2013). Financial literacy and household savings in Romania. *Numeracy*, 6(2), 9.
- Behrman, J. R., Mitchell, O. S., Soo, C. K., & Bravo, D. (2012). How Financial Literacy Affects Household Wealth Accumulation. *American Economic Review*, 102(3), 300-304. <https://doi.org/10.1257/aer.102.3.300>
- Bernheim, B. D. (1998). Financial illiteracy, education and retirement saving. *Living with defined contribution pensions*, 3868. <https://www.academia.edu/download/113368580/viewcontent.pdf>
- Bernheim, B. D., Garrett, D. M., & Maki, D. M. (2001). Education and saving : The long-term effects of high school financial curriculum mandates. *Journal of Public Economics*, 80(3), 435-465. [https://doi.org/10.1016/S0047-2727\(00\)00120-1](https://doi.org/10.1016/S0047-2727(00)00120-1)
- Białowolski, P., Cwynar, A., & Cwynar, W. (2020). Decomposition of the Financial Capability Construct : A Structural Model of Debt Knowledge, Skills, Confidence, Attitudes, and Behavior. *Journal of Financial Counseling and Planning*. <https://doi.org/10.1891/JFCP-19-00056>
- Białowolski, P., Weziak-Białowolska, D., & McNeely, E. (2021). The Role of Financial Fragility and Financial Control for Well-Being. *Social Indicators Research*, 155(3), 1137-1157. <https://doi.org/10.1007/s11205-021-02627-5>
- Boisclair, D., Lusardi, A., & Michaud, P.-C. (2017). Financial literacy and retirement planning in Canada. *Journal of Pension Economics & Finance*, 16(3), 277-296. <https://doi.org/10.1017/S1474747215000311>
- Bottazzi, L., & Lusardi, A. (2021). Stereotypes in financial literacy : Evidence from PISA. *Journal of Corporate Finance*, 71, 101831. <https://doi.org/10.1016/j.jcorpfin.2020.101831>
- Broihanne, M.-H. (2022). Banks retail clients' profiles and the gender gap in subjective financial literacy of spouses. *FINANCIAL PLANNING REVIEW*, 5(2-3), e1149. <https://doi.org/10.1002/cfp2.1149>

- Brown, M., & Graf, R. (2013). Financial literacy and retirement planning in Switzerland. *Numeracy*, 6(2), 6.
- Bucher-Koenen, T., & Lusardi, A. (2011). Financial literacy and retirement planning in Germany. *Journal of Pension Economics and Finance*, 10(4), 565-584. <https://doi.org/10.1017/S1474747211000485>
- Bucher-Koenen, T., Lusardi, A., Alessie, R., & Van Rooij, M. (2017). How Financially Literate Are Women? An Overview and New Insights. *Journal of Consumer Affairs*, 51(2), 255-283. <https://doi.org/10.1111/joca.12121>
- Campbell, J. Y. (2006). Household Finance. *The Journal of Finance*, 61(4), 1553-1604. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6261.2006.00883.x>
- Carlson, K., Kim, J., Lusardi, A., & Camerer, C. F. (2015). Bankruptcy rates among NFL players with short-lived income spikes. *American Economic Review*, 105(5), 381-384.
- Carpena, F., Cole, S., Shapiro, J., & Zia, B. (2019). The ABCs of Financial Education : Experimental Evidence on Attitudes, Behavior, and Cognitive Biases. *Management Science*, 65(1), 346-369. <https://doi.org/10.1287/mnsc.2017.2819>
- Chen, H., & Volpe, R. P. (1998). An analysis of personal financial literacy among college students. *Financial services review*, 7(2), 107-128.
- Clark, R. (2023). Effectiveness of employer-provided financial education programs. *Journal of Financial Literacy and Wellbeing*, 1(1), 154-168.
- Clark, R., Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2017a). Employee financial literacy and retirement plan behavior : A case study. *Economic Inquiry*, 55(1), 248-259. <https://doi.org/10.1111/ecin.12389>
- Clark, R., Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2017b). Financial knowledge and 401(k) investment performance : A case study. *Journal of Pension Economics & Finance*, 16(3), 324-347. <https://doi.org/10.1017/S1474747215000384>
- Collins, J. M., & O'Rourke, C. M. (2010). Financial Education and Counseling—Still Holding Promise. *Journal of Consumer Affairs*, 44(3), 483-498. <https://doi.org/10.1111/j.1745-6606.2010.01179.x>
- Crossan, D., Feslier, D., & Hurnard, R. (2011). Financial literacy and retirement planning in New Zealand. *Journal of Pension Economics & Finance*, 10(4), 619-635. <https://doi.org/10.1017/S1474747211000515>
- Davoli, M., & Rodríguez-Planas, N. (2025). Culture, preferences, and the gender gap in financial literacy. *Journal of Financial Literacy and Wellbeing*, 1-26. <https://doi.org/10.1017/flw.2025.10001>

- Debbich, M. (2015). *Why Financial Advice Cannot Substitute for Financial Literacy?* (SSRN Scholarly Paper No. 2551874). Social Science Research Network. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2551874>
- Delavande, A., Rohwedder, S., & Willis, R. J. (2008). *Preparation for retirement, financial literacy and cognitive resources*. <https://deepblue.lib.umich.edu/handle/2027.42/61815>
- Fan, L., & Chatterjee, S. (2019). Financial Socialization, Financial Education, and Student Loan Debt. *Journal of Family and Economic Issues*, 40(1), 74-85. <https://doi.org/10.1007/s10834-018-9589-0>
- Fernandes, D., Lynch, J. G., & Netemeyer, R. G. (2014). Financial Literacy, Financial Education, and Downstream Financial Behaviors. *Management Science*, 60(8), 1861-1883. <https://doi.org/10.1287/mnsc.2013.1849>
- Finke, M. S., Howe, J. S., & Huston, S. J. (2017). Old Age and the Decline in Financial Literacy. *Management Science*, 63(1), 213-230. <https://doi.org/10.1287/mnsc.2015.2293>
- Fonseca, R., Mullen, K. J., Zamarro, G., & Zissimopoulos, J. (2012). What Explains the Gender Gap in Financial Literacy? The Role of Household Decision Making. *Journal of Consumer Affairs*, 46(1), 90-106. <https://doi.org/10.1111/j.1745-6606.2011.01221.x>
- Fornero, E., & Monticone, C. (2011). Financial literacy and pension plan participation in Italy. *Journal of Pension Economics & Finance*, 10(4), 547-564. <https://doi.org/10.1017/S1474747211000473>
- Fox, J., Bartholomae, S., & Lee, J. (2005). Building the case for financial education. *Journal of Consumer Affairs*, 39(1), 195-214. <https://doi.org/10.1111/j.1745-6606.2005.00009.x>
- Friedman, M. (1957). *A Theory of the Consumption Function*. Princeton University Press. <https://www.nber.org/books-and-chapters/theory-consumption-function>
- Garg, N., & Singh, S. (2018). Financial literacy among youth. *International journal of social economics*, 45(1), 173-186.
- Gathergood, J. (2012). Self-control, financial literacy and consumer over-indebtedness. *Journal of Economic Psychology*, 33(3), 590-602. <https://doi.org/10.1016/j.joep.2011.11.006>
- Gerardi, K., Goette, L., & Meier, S. (2010). *Financial Literacy and Subprime Mortgage Delinquency: Evidence from a Survey Matched to Administrative Data*. <https://core.ac.uk/download/pdf/6843652.pdf>
- Guiso, L., & Jappelli, T. (2005). Awareness and Stock Market Participation. *Review of Finance*, 9(4), 537-567. <https://doi.org/10.1007/s10679-005-5000-8>

- Hasler, A., Lusardi, A., Yagnik, N., & Yakoboski, P. (2023). Resilience and wellbeing in the midst of the COVID-19 pandemic : The role of financial literacy. *Journal of Accounting and Public Policy*, 42(2), 107079. <https://doi.org/10.1016/j.jaccpubpol.2023.107079>
- Hastings, J. S., Madrian, B. C., & Skimmyhorn, W. L. (2013). Financial Literacy, Financial Education, and Economic Outcomes. *Annual Review of Economics*, 5(1), 347-373. <https://doi.org/10.1146/annurev-economics-082312-125807>
- Hastings, J. S., Mitchell, O. S., & Chyn, E. (2011). Fees, framing, and financial literacy in the choice of pension manager. *Financial literacy: Implications for retirement security and the financial marketplace*, 101, 17-39.
- Hung, A., Yoong, J., & Brown, E. (2012). *Empowering women through financial awareness and education*. https://www.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/empowering-women-through-financial-awareness-and-education_5k9d5v6kh56g-en
- Huston, S. J. (2010). Measuring Financial Literacy. *Journal of Consumer Affairs*, 44(2), 296-316. <https://doi.org/10.1111/j.1745-6606.2010.01170.x>
- Jappelli, T., & Padula, M. (2013). Investment in financial literacy and saving decisions. *Journal of Banking & Finance*, 37(8), 2779-2792. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2013.03.019>
- Johan, I., Rowlingson, K., & Appleyard, L. (2021). The Effect of Personal Finance Education on The Financial Knowledge, Attitudes and Behaviour of University Students in Indonesia. *Journal of Family and Economic Issues*, 42(2), 351-367. <https://doi.org/10.1007/s10834-020-09721-9>
- Kadoya, Y., & Khan, M. S. R. (2020). What determines financial literacy in Japan? *Journal of Pension Economics & Finance*, 19(3), 353-371.
- Kahneman, D., & Tversky, A. (1979). Prospect Theory : An Analysis of Decision under Risk. *Econometrica*, 47(2), 263-291. <https://doi.org/10.2307/1914185>
- Kaiser, T., Lusardi, A., Menkhoff, L., & Urban, C. (2022). Financial education affects financial knowledge and downstream behaviors. *Journal of Financial Economics*, 145(2), 255-272. <https://doi.org/10.1016/j.jfineco.2021.09.022>
- Kaiser, T., & Menkhoff, L. (2017). Does Financial Education Impact Financial Literacy and Financial Behavior, and If So, When? *The World Bank Economic Review*, 31(3), 611-630.
- Kalmi, P., & Ruuskanen, O.-P. (2018). Financial literacy and retirement planning in Finland. *Journal of Pension Economics & Finance*, 17(3), 335-362. <https://doi.org/10.1017/S1474747217000270>

- Kamakia, M. G., Mwangi, C. I., & Mwangi, M. (2017). Financial literacy and financial wellbeing of public sector employees : A critical literature review. *European Scientific Journal, ESJ*, 13(16), 233.
- Klapper, L., & Lusardi, A. (2020). Financial literacy and financial resilience : Evidence from around the world. *Financial Management*, 49(3), 589-614. <https://doi.org/10.1111/fima.12283>
- Klapper, L., Lusardi, A., & Panos, G. A. (2013). Financial literacy and its consequences : Evidence from Russia during the financial crisis. *Journal of Banking & Finance*, 37(10), 3904-3923. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2013.07.014>
- Klapper, L., & Panos, G. A. (2011). Financial literacy and retirement planning : The Russian case. *Journal of Pension Economics & Finance*, 10(4), 599-618. <https://doi.org/10.1017/S1474747211000503>
- Koskelainen, T., Kalmi, P., Scornavacca, E., & Vartiainen, T. (2023). Financial literacy in the digital age—A research agenda. *Journal of Consumer Affairs*, 57(1), 507-528. <https://doi.org/10.1111/joca.12510>
- Lusardi, A. (2008). *Household Saving Behavior : The Role of Financial Literacy, Information, and Financial Education Programs* (Working Paper No. 13824). National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w13824>
- Lusardi, A. (2015). Financial Literacy Skills for the 21st Century : Evidence from PISA. *Journal of Consumer Affairs*, 49(3), 639-659. <https://doi.org/10.1111/joca.12099>
- Lusardi, A. (2019). Financial literacy and the need for financial education : Evidence and implications. *Swiss Journal of Economics and Statistics*, 155(1), 1. <https://doi.org/10.1186/s41937-019-0027-5>
- Lusardi, A., Hasler, A., & Yakoboski, P. J. (2021). Building up financial literacy and financial resilience. *Mind & Society*, 20(2), 181-187. <https://doi.org/10.1007/s11299-020-00246-0>
- Lusardi, A., Lin, J., & Bumcrot, C. B. (2011). *The Geography of Financial Literacy | Policy Commons*. <https://policycommons.net/artifacts/4832726/the-geography-of-financial-literacy/5669435/>
- Lusardi, A., Michaud, P.-C., & Mitchell, O. S. (2017). Optimal Financial Knowledge and Wealth Inequality. *Journal of Political Economy*, 125(2), 431-477. <https://doi.org/10.1086/690950>

- Lusardi, A., Michaud, P.-C., & Mitchell, O. S. (2020). Assessing the impact of financial education programs : A quantitative model. *Economics of Education Review*, 78, 101899. <https://doi.org/10.1016/j.econedurev.2019.05.006>
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2008). Planning and Financial Literacy : How Do Women Fare? *American Economic Review*, 98(2), 413-417. <https://doi.org/10.1257/aer.98.2.413>
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2009). *How Ordinary Consumers Make Complex Economic Decisions : Financial Literacy and Retirement Readiness*. <https://mrdrc.isr.umich.edu/wp-content/uploads/2024/04/UM09-10A0809C.pdf>
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2011a). *Financial literacy and planning : Implications for retirement wellbeing*. National Bureau of Economic Research. <https://www.nber.org/papers/w17078>
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2011b). Financial literacy and retirement planning in the United States. *Journal of Pension Economics and Finance*, 10(4), 509-525. <https://doi.org/10.1017/S147474721100045X>
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2011c). Financial Literacy Around the World : An Overview. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1810551>
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2014). The economic importance of financial literacy : Theory and evidence. *American Economic Journal: Journal of Economic Literature*, 52(1), 5-44.
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2023). The importance of financial literacy : Opening a new field. *Journal of Economic Perspectives*, 37(4), 137-154.
- Lusardi, A., Mitchell, O. S., & Curto, V. (2010). Financial Literacy among the Young. *Journal of Consumer Affairs*, 44(2), 358-380. <https://doi.org/10.1111/j.1745-6606.2010.01173.x>
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2007). Financial Literacy and Retirement Preparedness : Evidence and Implications for Financial Education. *Business Economics*, 42(1), 35-44. <https://doi.org/10.2145/20070104>
- Lusardi, A., Samek, A. S., Kapteyn, A., Glinert, L., Hung, A., & Heinberg, A. (2014). *Visual tools and narratives : New ways to improve financial literacy*. <https://www.academia.edu/download/61165780/w20229.pdf>
- Mahdavi, M., & Horton, N. J. (2014). Financial Knowledge among Educated Women : Room for Improvement. *The Journal of Consumer Affairs*, 48(2), 403-417.
- Mandell, L., & Klein, L. S. (2009). The impact of financial literacy education on subsequent financial behavior. *Journal of Financial Counseling and planning*, 20(1). https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2224231

- Markowitz, H. (1952). Portfolio Selection. *The Journal of Finance*, 7(1), 77-91.
<https://doi.org/10.2307/2975974>
- Merton, R. C. (1969). Lifetime Portfolio Selection under Uncertainty : The Continuous-Time Case. *The Review of Economics and Statistics*, 51(3), 247-257.
<https://doi.org/10.2307/1926560>
- Mitchell, O. S., & Lusardi, A. (2015). Financial Literacy and Economic Outcomes : Evidence and Policy Implications. *The journal of retirement*, 3(1), 107-114.
<https://doi.org/10.3905/jor.2015.3.1.107>
- Mitchell, O. S., & Lusardi, A. (2022). Financial literacy and financial behavior at older ages. In *The Routledge Handbook of the Economics of Ageing* (p. 553-565). Routledge.
<https://www.taylorfrancis.com/chapters/edit/10.4324/9781003150398-37/financial-literacy-financial-behavior-older-ages-olivia-mitchell-annamaria-lusardi>
- Modigliani, F., & Brumberg, R. (1954). Utility analysis and the consumption function : An interpretation of cross-section data. *Franco Modigliani*, 1(1), 388-436.
- Monticone, C. (2010). How Much Does Wealth Matter in the Acquisition of Financial Literacy? *Journal of Consumer Affairs*, 44(2), 403-422. <https://doi.org/10.1111/j.1745-6606.2010.01175.x>
- Moure, N. G. (2016). Financial literacy and retirement planning in chile. *Journal of Pension Economics & Finance*, 15(2), 203-223. <https://doi.org/10.1017/S1474747215000049>
- Murendo, C., & Mutsonziwa, K. (2017). Financial literacy and savings decisions by adult financial consumers in Zimbabwe. *International Journal of Consumer Studies*, 41(1), 95-103. <https://doi.org/10.1111/ijcs.12318>
- OECD. (2022, mars 27). *OECD/INFE Toolkit for Measuring Financial Literacy and Financial Inclusion 2022*. OECD; OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/cbc4114f-en>
- OECD. (2023). *OECD/INFE 2023 International Survey of Adult Financial Literacy* (OECD Business and Finance Policy Papers No. 39). https://www.oecd.org/en/publications/oecd-infe-2023-international-survey-of-adult-financial-literacy_56003a32-en.html
- OECD. (2024). *Supporting the new generation of retail investors in France : Proposal for a financial literacy strategy for new retail investors* (OECD Business and Finance Policy Papers No. 63). https://www.oecd.org/en/publications/supporting-the-new-generation-of-retail-investors-in-france_a28a4c52-en.html
- Okamoto, S., & Komamura, K. (2021). Age, gender, and financial literacy in Japan. *PloS one*, 16(11), e0259393.

- Séjourné, B. (2006). Pourquoi le comportement des épargnants français est-il si peu conforme à la théorie traditionnelle du portefeuille? *Cahiers scientifiques de l'Autorité des marchés financiers*, 1.
- Sekita, S. (2011). Financial literacy and retirement planning in Japan. *Journal of Pension Economics & Finance*, 10(4), 637-656. <https://doi.org/10.1017/S1474747211000527>
- Sevim, N., Temizel, F., & Sayılır, Ö. (2012). The effects of financial literacy on the borrowing behaviour of Turkish financial consumers. *International Journal of Consumer Studies*, 36(5), 573-579. <https://doi.org/10.1111/j.1470-6431.2012.01123.x>
- Sharpe, W. F. (1964). Capital Asset Prices : A Theory of Market Equilibrium under Conditions of Risk. *The Journal of Finance*, 19(3), 425-442. <https://doi.org/10.2307/2977928>
- Shim, S., Barber, B. L., Card, N. A., Xiao, J. J., & Serido, J. (2010). Financial socialization of first-year college students : The roles of parents, work, and education. *Journal of youth and adolescence*, 39(12), 1457-1470.
- Silinskas, G., Ahonen, A. K., & Wilska, T.-A. (2023). School and family environments promote adolescents' financial confidence : Indirect paths to financial literacy skills in Finnish PISA 2018. *Journal of Consumer Affairs*, 57(1), 593-618. <https://doi.org/10.1111/joca.12513>
- Skagerlund, K., Lind, T., Strömbäck, C., Tinghög, G., & Västfjäll, D. (2018). Financial literacy and the role of numeracy—How individuals' attitude and affinity with numbers influence financial literacy. *Journal of Behavioral and Experimental Economics*, 74, 18-25. <https://doi.org/10.1016/j.socec.2018.03.004>
- Van Rooij, M., & Alessie, R. J. M. (2012). Financial Literacy, Retirement Planning and Household Wealth. *The Economic Journal*, 122(560), 449-478. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2012.02501.x>
- van Rooij, M., Lusardi, A., & Alessie, R. (2011). Financial literacy and stock market participation. *Journal of Financial Economics*, 101(2), 449-472. <https://doi.org/10.1016/j.jfineco.2011.03.006>
- Von Gaudecker, H.-M. (2011). *How does household portfolio diversification vary with financial sophistication and advice?* https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1797565
- Way, W. L., & Holden, K. C. (2009). Teachers' Background and Capacity to Teach Personal Finance : Results of a National Study. *Journal of Financial Counseling & Planning*, 20(2).

<https://citeseerx.ist.psu.edu/document?repid=rep1&type=pdf&doi=a879b5de40f9cee957e9ffbf2a0aeb08e86c7cc2>

Willis, L. E. (2008). Against financial-literacy education. *Iowa L. Rev.*, 94, 197.

Xu, L., & Zia, B. (2012). Financial literacy around the world : An overview of the evidence with practical suggestions for the way forward. *World Bank Policy Research Working Paper*, 6107. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2094887

Les autres documents de travail du GRANEM accessibles sur le site Web du laboratoire à l'adresse suivante :
<http://granem.univ-angers.fr/fr/actualites/cahiers-du-granem.html> :

Numéro	Titre	Auteur(s)	Discipline	Date
2008-01-001	The Cognitive consistency, the endowment effect and the preference reversal phenomenon	Serge Blondel, Louis Lévy-Garboua	Théorie du risque	octobre 2008
2008-02-002	Volatility transmission and volatility impulse response functions in European electricity forward markets	Yannick Le Pen, Benoît Sévi	Econométrie appliquée	octobre 2008
2008-03-003	Anomalies et paradoxes dans le cas des choix alimentaires : et si les carottes n'étaient pas oranges ?	Serge Blondel, Christophe Daniel, Mahsa Javaheri	Economie expérimentale	octobre 2008
2008-04-004	The effects of spatial spillovers on the provision of urban environmental amenities	Johanna Choumert, Walid Oueslati, Julien Salanié	Economie du paysage	octobre 2008
2008-05-005	Why do rational people vote in large elections with costs to vote?	Serge Blondel, Louis Lévy-Garboua	Théorie du risque	novembre 2008
2008-06-006	Salaires, conditions et satisfaction au travail	Christophe Daniel	Economie du travail	novembre 2008
2008-07-007	Construction communicationnelle du stock de connaissances de la compétence collective – Contribution à partir d'une conversation.	Nicolas Arnaud	Gestion des ressources humaines	décembre 2008
2008-08-008	On the non-convergence of energy intensities: evidence from a pair-wise econometric approach	Yannick Le Pen, Benoît Sévi	Econométrie appliquée	décembre 2008
2008-09-009	Production of Business Ethics	Guido Hülsmann	Economie politique	décembre 2008
2008-10-010	Time preference and investment expenditure	Guido Hülsmann	Economie politique	décembre 2008
2008-11-011	Le marché de la photographie contemporaine est-il soluble dans celui de l'art contemporain ?	Dominique Sagot-Duvauroux	Economie de la culture	décembre 2008
2008-12-012	The newsvendor problem under multiplicative background risk	Benoît Sévi	Microéconomie de l'incertain	décembre 2008
2009-01-013	Complémentarité de la collaboration électronique et de l'investissement relationnel : étude de cas exploratoire d'un SIO dans le secteur du meuble	Redouane Elamrani, Nicolas Arnaud	Organisation	avril 2009
2009-02-014	On the realized volatility of the ECX CO2 emissions 2008 futures contract: distribution, dynamics and forecasting	Julien Chevallier, Benoît Sévi	Finance	mai 2009
2009-03-015	The communicational making of a relation-specific skill: contributions based on the analysis of a conversation to strategy-as-practice and resource-based view perspectives	Nicolas Arnaud	Stratégie	juin 2009
2009-04-016	Le droit d'auteur, incitation à la création ou frein à la diffusion ? Une analyse empirique du cas de la création télévisuelle	Françoise Benhamou, Stéphanie Peltier	Economie de la culture	septembre 2009
2009-05-017	Diversity analysis in cultural economics: theoretical and empirical considerations	Françoise Benhamou, Renato G. Flôres Jr., Stéphanie Peltier	Economie de la culture	septembre 2009
2009-06-018	L'épargne retraite en entreprise : un état des lieux au regard de l'expérience américaine	Fabrice Pansard, Bruno Séjourné	Finance	septembre 2009
2009-07-019	Options introduction and volatility in the EU ETS	Julien Chevallier, Yannick Le Pen, Benoît Sévi	Econométrie appliquée	septembre 2009
2009-08-020	Modeling strategic interactions between firms and local authorities – The case of a biotechnology cluster	Alain Berro, Isabelle Leroux	Economie des réseaux	septembre 2009
2009-09-021	The strategy adopted by non-profit care services organizations in dealing with the new French regulatory system: strategic coalitions and reterritorialisation of activities	Isabelle Leroux, Laurent Pujol, Eric Rigamonti	Economie sociale	novembre 2009
2009-10-022	Une nouvelle lecture du territoire par la limite	Jean-Claude Taddei	Territoire	novembre 2009
2010-01-023	Adoption of new identity-based services: Proposition of a conceptual model based on TAM, DOI and perceived risks	Caroline Lancelot Miltgen	e-marketing	juillet 2010
2010-02-024	Young Europeans' motivations, perceived risks and requirements regarding electronic identification : Some comparative results from focus groups in four EU27 countries	Caroline Lancelot Miltgen	e-marketing	décembre 2010
2010-03-025	Analyse du risque de non-exécution des ordres à la bourse de Paris	Angélique Aubier Piron	Finance	décembre 2010
2011-01-026	Who cares? Europeans' attitudes towards the disclosure of personal identity data	Caroline Lancelot Miltgen, Margherita Bacigalupo, Wainer Lusoli	Systèmes d'information et e-marketing	janvier 2011
2011-02-027	Le rôle des Business Angels dans le financement de l'innovation radicale.	Catherine Deffains-Crapsky	Finance entrepreneuriale	avril 2011
2011-03-028	The EU Financial Reform facing the Global Context	Dominique Perrut	Economie financière	mai 2011
2011-04-029	A simple test of the sustainable development hypothesis	Serge Blondel	Economie expérimentale	septembre 2011
2011-05-030	Evaluation d'un nouveau produit alimentaire : le rôle de la congruence et du packaging	Gaëlle Pantin-Sohier et Caroline Lancelot Miltgen	Comportement du consommateur	octobre 2011

2011-06-031	Une mesure de risque extrême agrégée : risque de marché et risque de liquidité	Angélique Aubier-Piron	Finance	octobre 2011
2011-07-032	When should a French Investor use a Dollar-Cost Averaging Strategy?	Philippe Compaire et Bruno Séjourné	Finance	octobre 2011
2011-08-033	Conformisme à la norme et performance : la franchise dans le mix organisationnel	Christophe Daniel, Régis Dumoulin et Claire Gauzente	Stratégie et organisation	octobre 2011
2011-09-034	The structure of production reconsidered	Guido Hülsmann	Economie politique	décembre 2011
2012-01-035	The quality of private monitoring in European banking: completing the picture	Adrian Pop et Diana Pop	Economie financière	février 2012
2012-02-036	Urban sprawl occurrence under spatially varying agricultural bid-rent and amenities	Thomas Coisnon, Walid Oueslat et Julien Salanié	Economie urbaine	septembre 2012
2012-01-037	Le renouveau du paiement du dividende en actions	Caroline Marie-Jeanne	Finance	mars 2012
2013-01-038	Spatial targeting of agri-environmental policy and urban development	Thomas Coisnon, Walid Oueslat et Julien Salanié	Economie urbaine	février 2013
2013-02-039	Fiat money and the distribution of incomes and wealth	Jörg Guido Hülsmann	Economie politique	novembre 2013
2014-01-040	Determinants of urban sprawl in European cities	Walid Oueslati, Seraphim Alvanides et Guy Garrodc	Economie urbaine	janvier 2014
2014-02-041	Financial markets and the production of law	Jörg Guido Hülsmann	Economie politique	juin 2014
2014-03-042	Organisation des filières bananes ivoiriennes : Une étude de terrain expérimentale	Serge Blondel, Rodrigue Brin et Camille Koffi	Economie expérimentale	septembre 2014
2014-04-043	How fair are the fair price standards in blockholder regimes?	Adrian Pop et Diana Pop	Finance	septembre 2014
2015-01-044	The nature and impacts of environmental spillovers on housing prices: A spatial hedonic analysis	Masha Maslianskaia-Pautrel et Catherine Baumont	Economie de l'environnement	février 2015
2015-02-045	The old economics of science, the nonlinear model of innovation, and the economics of patents	Matthieu Ballandonne	Histoire de la pensée économique	mai 2015
2015-03-046	How private happiness involves greater economic and social efficiency? A New paradigm adapted to the world knowledge economy	Camille Baulant	Intelligence économique	novembre 2015
2016-01-047	Les déterminants de la syndication avec les Business Angels dans les opérations d'Equity Crowdfunding : Le cas français	Catherine Deffains-Crapsky, Thibault Cuenoud et Pascal Glemain	Finance	mai 2016
2016-02-048	A matter of trust and time: Back to the adoption of embeddedness in economic geography (1985-2015)	Florian Fougy et Sylvain Amisse	Histoire de la pensée économique	mai 2016
2016-03-049	Cultural consequences of monetary interventions	Jörg Guido Hülsmann	Economie politique	septembre 2016
2016-04-050	In the long run we are all unemployed	Karl-Friedrich Israel	Economie politique	septembre 2016
2016-05-051	Les critiques libérales du service public	Jörg Guido Hülsmann	Economie politique	septembre 2016
2016-06-052	Pawel Ciompa and the meaning of econometrics: A comparison of two concepts	Karl-Friedrich Israel	Economie politique	septembre 2016
2016-07-053	Mode de régulation et performance bancaire des pays en transition: une illustration par le cas jordanien	Marc Kouze et Bruno Séjourné	Finance	septembre 2016
2016-08-054	Que valent les engagements des régimes de retraite envers les retraités en France ?	Christophe Daniel, Anne Lavigne, Stéphane Mottet, Jesus-Herell Nze Obame, Bruno Séjourné et Christian Tagne	Finance	septembre 2016
2016-09-055	L'analyse économique et éthique du taux d'intérêt	Jörg Guido Hülsmann	Finance	septembre 2016
2017-01-056	The myth of the risk premium	Jörg Guido Hülsmann	Finance	avril 2017
2018-01-057	Adoption of environmentally-friendly agricultural practices under background risk: experimental evidence	Marianne Lefebvre et Estelle Midler	Economie de l'agriculture	avril 2018
2020-01-058	Portfolio optimization of euro-denominated funds in French life insurance	Runsheng Gu, Liuodmila Vostrikova et Bruno Séjourné	Finance	décembre 2020

2021-01-059	Japanese monetary policy and household saving	Karl-Friedrich Israel, Tim Florian Sepp et Nils Sonnenberg	Economie financière	septembre 2021
2022-01-060	On the renaissance of socialism	Jörg Guido Hülsmann	Economie politique	février 2022
2022-02-061	The monetary theories of Carl Menger and Friedrich von Wieser: a comparative study	Karl-Friedrich Israel	Economie politique	avril 2022
2023-01-062	The effects of unconventional monetary policy on stock markets and household incomes in Japan	Karl-Friedrich Israel, Tim Florian Sepp et Nils Sonnenberg	Economie financière	juin 2023
2024-01-063	Free trade versus interventionism	Jörg Guido Hülsmann et Karl-Friedrich Israel	Economie politique	avril 2024
2024-02-064	Gratuitousness in ordinary economic activity	Jörg Guido Hülsmann	Economie politique	décembre 2024
2024-03-065	Self-paralysis of democracy	Jörg Guido Hülsmann	Economie politique	décembre 2024
2025-01-066	Reassessing the future of the CFA France: Implications of financial integration and institutional challenges	Beringer Gloglo	Economie monétaire	mars 2025
2025-02-067	The shareholder base of green bond issuers at the dawn of anti-ESG movement	Diana Pop	Finance	mars 2025
2026-01-068	Returns to the length of production	Jared Friesen	Economie politique	mars 2026
2026-02-069	La littérature financière : disparités et effets sur les comportements économiques	Ayéle Géoffroy Ologou	Finance	mars 2026